



— GROUPE —

# NOBLE AGE

*Votre confiance nous engage*

6, rue des Saumonières - BP 32336 - 44323 NANTES Cedex 3 - France  
Tél. : +33 (0)2 40 160 161 - Fax : +33 (0)2 40 59 74 96 - E-Mail : [lna@groupe-noble-age.com](mailto:lna@groupe-noble-age.com) - Site : <http://www.groupenobleage.com>  
SA de développement et de gestion au capital de 15 241 094 € - RCS NANTES 388 359 531 - N° Siret : 388 359 531 00034 - Code APE : 741 G  
N° TVA Intra : FR 62 388 359 531





— GROUPE —  
**NOBLE AGE**  
*Votre confiance nous engage*

---

**RAPPORT FINANCIER**  
**ANNUEL 2006**



— GROUPE —  
**NOBLE AGE**  
*Votre confiance nous engage*

## Sommaire

Rapport de gestion	3
Comptes consolidés	24
Comptes sociaux	61
Honoraires des Commissaires aux comptes	82
Rapport des Commissaires aux comptes	83
Attestation du responsable du Rapport financier annuel	85

# Rapport de gestion du Conseil d'administration

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions des articles L.225-100 et L. 233-28 du Code de Commerce et aux dispositions statutaires, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, pour vous rendre compte de notre mission au cours de l'exercice et vous présenter les comptes consolidés du GROUPE NOBLE AGE.

Vous avez eu connaissance, dans les délais impartis, de tous les documents dont la loi prévoit la communication.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leurs rapports toutes les informations quant à la régularité des comptes annuels et des comptes consolidés qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes les précisions et tous renseignements qui pourraient vous être opportuns.

Conformément aux articles L. 232-1 alinéa 2 et L.223-26 du Code de Commerce et à l'article 148 du Décret 67-236 du 23 mars 1967, le présent rapport doit exposer :

- l'activité de la Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé,
- les résultats de cette activité,
- les progrès réalisés ou les difficultés rencontrées,
- les principaux risques et incertitudes auxquels les Sociétés sont confrontées,
- l'évolution prévisible et les perspectives d'avenir,
- les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi,
- ses activités en matière de recherche et de développement
- une analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires.

Le présent rapport inclut le rapport sur la gestion du GROUPE NOBLE AGE.

# I- ACTIVITE ET RESULTAT DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

## A- SA LE NOBLE AGE (comptes sociaux)

### A-1 Activité

Pour situer l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé, nous soulignons au début de ce rapport que le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 427 443 euros contre 2 956 837 euros lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 1 490 586 euros correspondant à une évolution relative de 50 %.

La variation du chiffre d'affaires décomposée ci-après intègre notamment les mouvements suivants :

- augmentation de 50% des mandats de gestion des établissements à 2 871 876 euros, la hausse de 963 310 euros se ventilant entre les composantes suivantes :

<b>var mandats de gestion</b>	<b>2005</b>	<b>+ Var</b>	<b>= 2006</b>	<b>%</b>	<b>riques</b>
<b>éta-bl entrants N</b>		<b>382 763</b>	<b>382 763</b>	<b>20%</b>	<i>périmètre</i>
<b>éta-bl repris/ouverts N-1</b>	<b>50 287</b>	<b>204 026</b>	<b>254 313</b>	<b>11%</b>	<i>montée en</i>
<b>autres éta-bl</b>	<b>1 858 280</b>	<b>376 521</b>	<b>2 234 801</b>	<b>20%</b>	<i>régime</i>
	<b>1 908 566</b>	<b>963 310</b>	<b>2 871 876</b>	<b>50%</b>	<i>croissance CA</i>

- baisse de 4% des facturations sur contrats immobiliers mod à mod à 502 634 euros,
- hausse des refacturations de primes d'assurance de 119 023 euros,
- contrat d'intéressement sur diverses opérations de gestion de 423 578 euros,
- les autres mouvements de refacturation se compensant d'un exercice à l'autre.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2006 porte notamment sur les différents contrats suivants :

- o Mandat de gestion et d'intéressement des sociétés d'exploitation
- o Contrat d'assistance technique immobilière

Neutralisé de l'impact de l'acquisition d'un établissement supplémentaire sur les mandats de gestion, le chiffre d'affaires se révèle conforme à la prévision du budget.

### A-2 Résultats

Le résultat d'exploitation présente un déficit de -1 086 428 euros fin 2006 contre -1 361 200 euros un an plus tôt.

Il intègre notamment les autres charges et produits d'exploitation suivants pour 5 533 849 euros :

- achats et charges externes : 2 454 690 euros, dont 314 884 euros d'honoraires d'acquisition, 125 378 euros d'honoraires de commissariat aux comptes et 406 100 euros de charges refacturées en interne (assurances, formations, déplacements, recrutements),
- masse salariale chargée de 2 798 000 euros, en progression de 747 060 euros en raison du renforcement ciblé des structures annoncé avant l'introduction en bourse (Direction Commerciale et Marketing, Direction du Développement, Service de Contrôle de Gestion et Service de Consolidation, Direction de l'Immobilier),

- dotations aux amortissements de 96 339 euros,
- autres charges et produits de 17 441 euros.

Le résultat financier s'établit positivement à 3 570 991 euros contre 1 668 247 euros à la clôture 2005.

Il est notamment constitué des :

- dividendes perçus des filiales à hauteur de 2 568 060,40 euros,
- marges brutes directes sur opérations immobilières pour 1 120 795,45 euros avant imputation des charges de structure relatives à l'activité immobilière.

Le résultat exceptionnel affiche un bénéfice de 7 109 euros contre une perte de - 26 855 euros en 2005.

En tant que Société mère du régime d'intégration fiscale mis en place, la SA LE NOBLE AGE enregistre à fin décembre 2006 une charge d'impôt de - 130 521 euros, à comparer au produit d'impôt de 393 030 euros enregistré à la même période de l'an dernier.

Le résultat net comptable ressort en conséquence à **2 361 151 euros** contre 673 222 euros en 2005, y compris 2 568 060 de dividendes reçus en 2006, présentant une marge nette de 53,1 % du chiffre d'affaires au terme des 12 mois de l'exercice.

## B- FILIALES DU GROUPE (comptes consolidés)

### B-1 Périmètre

Au 31 décembre 2006, le périmètre de consolidation du Groupe comprenait les sociétés suivantes :

- la SA LE NOBLE AGE (RCS NANTES 388 359 531)
- la SARL LA CHEZALIERE (RCS NANTES 352 694 681)
- la SARL LE PARC DE DIANE (RCS NANTES 394 055 602)
- la SARL LE PARC DE LA PLESSE (RCS ANGERS 351 792 478)
- la SARL LE PARC DE LA TOUQUES (RCS HONFLEUR 421 178 740)
- la SARL INSTITUT MEDICALISE DE MAR VIVO (RCS TOULON 424 013 464)
- la SARL RESIDENCE LE PARC SAINT CHARLES (RCS CHARTRES 428 670 319)
- la SARL SEVIGNÉ (RCS CRETEIL 404 179 236)
- la SARL ASPHODIA (RCS EVRY 353 681 216)
- la SARL GER'HOME (RCS NANTERRE 403 291 123)
- la SPRL LNA BELGIQUE (n° entreprise 0479 787 635)
- la SA RESIDENCE ATHENA (n° entreprise 0447 235 227)
- la SA RESIDENCE LE POINT DU JOUR (n° entreprise 0446 388 951)
- la SARL RESIDENCE AIGUE MARINE (RCS TOULON 444 727 051)
- la SARL RESIDENCE HARMONIE (RCS MONTEREAU 444 726 517)
- la SAS ARCADE DE FONTENAY (RCS NANTERRE 390 895 043)
- la SARL LES JARDINS DE MAR VIVO (RCS TOULON 442 055 570)
- la SARL LE VERGER DE VINCENNES (RCS CRETEIL 443 419 783)
- la SARL LES TERRASSES DE VINCENNES (RCS CRETEIL 484 434 113)
- la SAS VERTE PRAIRIE (RCS SALON DE PROVENCE 351 327 481)
- la SARL RESIDENCE MARCONI (RCS NANTES 478 951 585)
- la SARL RESIDENCE CREISKER (RCS SAINT NAZAIRE 452 918 303)
- la SARL INSTITUT MEDICALISE BOIS DE VINCENNES (RCS NANTES 452 997 794)
- la SARL INSTITUT MEDICALISE DE SERRIS (RCS NANTES 450 754 114)
- la SARL RESIDENCE BEAUSOLEIL (RCS NANTES 450 989 678)

- la SARL PARC DES VIGNES (RCS AMIENS 412 458 119)
- la SA WOOD SIDE RESIDENCE (n° entreprise 0441 675 147)
- la SARL NOUVELLE CLINIQUE DE THORIGNY (RCS MEAUX 327 685 434)
- la SAS LES PLEIADES (RCS TOULON 445 348 923)
- la SPRL LE PARC DE LA CENSE (n° entreprise 0884 338 805)
- la SARL RESIDENCE LES JONCAS (RCS AIX EN PROVENCE 388 359 531)
- la SARL LES JARDINS D'OLONNE (RCS NANTES 478 216 559)
  
- la SNC MEDICA FONCIERE 94 (RCS NANTES 440 237 113)
- la SNC MEDICA FONCIERE 83 (RCS NANTES 438 811 986)
- la SNC FONCIERE FONTENAY 92 (RCS NANTES 444 726 913)
- la SNC FONCIERE BANDOL 83 (RCS NANTES 448 931 147)
- la SNC FONCIERE MORET 77 (RCS NANTES 448 907 212)
- la SNC MEDICA ROMAINVILLE 93 (ex SNC MEDICA VINCENNES 941)  
(RCS NANTES 449 628 486)
- la SNC MEDICA FONCIERE 44 (RCS NANTES 448 638 668)
- la SNC MEDICA SERRIS77 (RCS NANTES 449149020)
- la SNC MEDICA SALON 13 (RCS NANTES 484 043 641)
- la SNC MEDICA OLONNE 85 (RCS NANTES 481 231 611)
- la SNC MEDICA FONCIERE 64 (RCS NANTES 481 506 632)
  
- la SARL FONCIERE GNA (RCS NANTES 438 910 275)
- la SARL LNA SERVICES (RCS NANTES 442 082 863)
- la SPRL PARKSIDE INVEST (n° entreprise 0881 606 373)
- la SA BEECHTREE (n° entreprise 458 746 652)

## B-2 Faits marquants

### **Exploitation**

Le taux moyen d'occupation affiche une amélioration de 1.8 point par rapport à l'an passé en raison notamment de remplissages d'établissement plus rapide que ceux réalisés en 2005 (cf. montée en régime de Creisker). Il se maintient à un excellent niveau sur le segment en régime de croisière au-delà de 97 %.

### **Développement**

Les lits supplémentaires (+ 758 lits) portent la capacité du parc initialement de 1.544 lits au 31 décembre 2005 à 2.302 lits douze mois plus tard. Les lits proviennent de la reprise de 6 établissements pour + 498 lits (Parc des Vignes, Parkside, Thorigny, Pleïades, La Cense, Joncas), de 2 ouvertures pour + 192 lits (Marconi et Creisker) et des extensions livrées sur 3 établissements pour + 68 lits (Arcade, Sévigné, Point du Jour).

Le parc de lits se décompose entre 187 lits en SSR et 2115 lits en EHPAD après intégration en 2006 de respectivement 59 lits SSR / 699 lits EHPAD.

### **Personnel**

Les effectifs moyens du Groupe en 2006 s'établissent à 995 personnes contre 803 personnes l'an dernier, soit une progression de 23.9 % sur 12 mois. La masse salariale s'établit pour sa part en hausse de 44 %.

La reconnaissance d'une Unité Economique et Sociale est intervenue par décision du Tribunal de Nantes le 20 décembre 2006. Le périmètre de l'U.E.S. englobe au 31 décembre 2006 l'activité de 21 sociétés d'exploitation et 2 sociétés de services dont la société holding de tête, toutes localisées en France. Il concerne de près 1 014 salariés, répartis sur un parc d'établissements de 1 834 lits, générant une activité de 58,4 m€ au titre de l'exercice 2006

De nouvelles instances représentatives du personnel ont été mises en place à l'issue des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise commun, qui se sont déroulées les 05 et 12 février



derniers dans chacun des établissements adhérents à l'U.E.S. La première réunion du comité s'est tenue le 16 mars 2007 au siège du Groupe.

L'intégration des nouvelles règles et pratiques de gouvernance sociale se poursuivra tout au long du premier semestre 2007.

### Gestion

Le Groupe du fait de son admission sur le marché réglementé applique pour l'arrêté des comptes 2006 les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

### B-3 Activité

En normes IFRS, le **chiffre d'affaires consolidé** de l'exercice 2006 s'est élevé à **74 151 Keuros** hors taxes, contre **66 072 Keuros** arrêté lors de l'exercice précédent.

C.A	2004	2005	Var %	2006	Var %
<b>C.A.Exploitation</b>	<b>40 730</b>	<b>45 970</b>	<b>+12.9%</b>	<b>65 706</b>	<b>+42.9%</b>
<b>C.A. Immobilier</b>	<b>5 398</b>	<b>20 102</b>	<b>+272%</b>	<b>8 445</b>	<b>- 58.0%</b>
<b>Total</b>	<b>46 128</b>	<b>66 072</b>	<b>+43.2%</b>	<b>74 151</b>	<b>+12.2%</b>

- Le chiffre d'affaire relatif à l'exploitation s'établit à 65 706 Keuros fin 2006 contre 45 970 Keuros un an plus tôt. Il progresse de 43 % sur un an.
- Le chiffre d'affaire relatif à l'immobilier s'établit en contraction de 58 % sur un an à 8 445 Keuros fin 2006 contre 20 102 l'an dernier.

### Immobilier

Le chiffre d'affaires immobilier concerne principalement les 3 opérations suivantes :

- livraison des lots d'extension du bâtiment d'Aigue Marine pour 5 449 Keuros le 02 novembre 2006,
- cession à un promoteur externe de l'opération de construction de la Clinique de Soins de Suite et de Réadaptation de Romainville pour 1 581 Keuros en fin d'année 2006,
- cession à des investisseurs en schéma LMP du mobilier de l'établissement de Pornichet sur le second semestre 2006 pour 660 Keuros.

Ces trois opérations ont représenté 92 % de l'activité immobilière de l'exercice. Le chiffre d'affaire immobilier s'est néanmoins contracté de 11 657 Keuros sur un an.

### Exploitation

Le chiffre d'affaires Exploitation, véritable indicateur de l'activité et de la croissance du Groupe, progresse de 43 % sur un an à 65 706 Keuros, parallèlement à la croissance du parc de lits de 49 % se répartissant entre une composante organique pour 16 % (effet tarif, mix contrat, taux d'occupation) et une composante périmètre pour 27 % tirée par la reprise de 6 établissements nouveaux et 2 ouvertures de résidences en 2006. Il intègre les principaux paramètres suivants :

- 1) une augmentation réglementaire des prix de journée « hébergement » de 2,60 % en 2006 pour les EHPAD français.

- 2) une amélioration générale des taux d'occupation dans les établissements de 1.8 point à 90 % en raison d'une meilleure performance de la montée en remplissage des ouvertures 2006 en comparaison de l'exercice 2005 et d'un maintien à un niveau supérieur à 97 % du taux d'occupation des établissements en régime de croisière.
- 3) la création de capacités supplémentaires par reprises et créations.

#### B-4 Résultats

### **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant consolidé affiche un bénéfice de 4 201 Keuros fin 2006 contre 2 960 Keuros un an plus tôt, correspondant à une marge opérationnelle de 5.67 % du chiffre d'affaires consolidé contre 4.48% à la même période de l'an passé. Il se répartit comme suit :

- Le résultat opérationnel courant réalisé par l'exploitation s'élève à 3 575 Keuros contre 2 696 Keuros fin 2005, soit une marge opérationnelle de 5.44 % du chiffre d'affaires de l'exploitation.
- Le résultat opérationnel courant réalisé par l'immobilier s'établit à 626 Keuros contre 264 Keuros l'an dernier, soit une marge opérationnelle de 7.4 % du chiffre d'affaires de l'immobilier contre 1.3 % précédemment.

La hausse du résultat opérationnel courant consolidé entre 2006 et 2005 s'élève à 1 241 Keuros, soit une variation de 42 % sur un an supérieure à celle de l'activité globale mais comparable à la croissance de sa composante Exploitation. Cette progression fait suite pour rappel à une évolution de 1 019 Keuros entre 2004 et 2005 et trouve son origine dans les éléments suivants :

- la montée en régime des 2 établissements ouverts en 2005 avec une évolution positive de leur taux d'occupation qui a généré un supplément de résultat opérationnel de + 897 Keuros,
- la contribution supplémentaire des 9 établissements en régime de croisière de + 398 Keuros (Le Parc de la Touques, Institut de Mar Vivo, Résidence Parc St Charles, La Chézalière, Asphodia, Ger'home, Athéna, Arcade de Fontenay, Harmonie).

Les autres produits et charges opérationnels sont positifs de 10 Keuros contre 130 Keuros l'an dernier.

### **Résultat financier**

Le résultat financier présente un déficit de 817 Keuros contre 459 Keuros fin 2005. La variation est liée d'une part aux frais financiers sur les nouveaux emprunts souscrits pour acquérir des titres de participation, logés sur la société holding pour trois de ces opérations et d'autre part à la remontée de 90 point de base des taux d'intérêt court terme avec une incidence maîtrisée sur l'encours de dettes à taux variable.

### **Résultat net**

Le résultat net consolidé de l'ensemble ressort en définitive à 2 136 Keuros contre 1 919 Keuros fin 2005, soit une progression de 217 Keuros (+ 11%).

Le résultat part groupe atteint 2 345 Keuros du fait de pertes sur les minoritaires en 2006. Il est détaillé par secteur ci-après.

## Immobilier

Le résultat net part groupe du secteur Immobilier est arrêté à 326 Keuros contre 168 Keuros l'an dernier, soit une progression de 94 % du fait d'une meilleure couverture des charges de structure de nature immobilière par les opérations conduites en 2006.

## Exploitation

Le résultat net part groupe du secteur Exploitation s'élève à 2 019 Keuros fin 2006 contre 1 228 Keuros un an auparavant, soit une progression de 64 %.

Cette tendance exprime le bon niveau de rentabilité du parc existant, indépendamment des 8 opérations de développement qui auront dégradé à minima pour - 124 Keuros la contribution au Résultat de l'ensemble consolidé (en dehors des frais financiers supportés par la société Holding).

## II - STRUCTURE FINANCIERE

### A- SA LE NOBLE AGE (comptes sociaux)

La trésorerie à l'ouverture s'établit à 1 802 000 euros et augmente de 4 474 330 euros sur l'exercice pour atteindre 6 276 330 euros à la clôture des comptes 2006, sous l'effet conjugué des flux opérationnels, des flux de financement et d'investissements présentés ci-après.

#### Flux d'activité

La Capacité d'Autofinancement est arrêtée à 2 493 480 euros (56 % du chiffre d'affaires), aboutissant à une sécrétion de cash-flows supérieure de 1 700 628 euros à celle de la clôture 2006. Elle se trouve renforcée par une réduction du besoin en fonds de roulement de 508 025 euros sur la période, se décomposant entre 295 200 euros pour la part des éléments d'exploitation et 212 825 pour la part des éléments hors exploitation.

Les flux en provenance de l'activité s'établissent en conséquence à + **3 001 505 euros**.

#### Flux d'investissement

Ils sont constitués de la valeur des acquisitions de la période de - 14 923 064 répartie entre :

- Immobilisations incorporelles : 5 805 euros,
- Immobilisations corporelles : 86 425 euros,
- Immobilisations financières : 14 830 834 euros.

Après prise en compte de la cession d'actifs pour un montant de 27 481 euros, les flux d'investissement représentent une sortie de trésorerie nette de - **14 895 583 euros** sur la période.

#### Flux de financement

Ils intègrent la levée de fonds issue de l'augmentation de capital y compris l'option de sur-allocation pour un montant total net de frais d'introduction de + 13 626 927 euros, consécutive à l'admission du Groupe Noble Age au marché réglementé (cotation sur le compartiment C d'Euronext Eurolist Paris). Ils tiennent compte des mouvements de dettes financières de l'exercice :

- Mise en place de nouveaux financements : + 5 111 949 euros, sur trois opérations d'acquisition (achat de 100% des titres de Parc des Vignes, de 100% des titres des Pléiades et de 100% des titres de la SA Nouvelle Clinique de Thorigny)
- Remboursement des dettes financières : - 2 333 402 euros,
- Remboursement du financement par crédit-bail : - 37 067 euros.

Les flux de financement représentent une entrée de trésorerie nette de **16 368 407 euros** sur la période.

### Structure Financière

Grâce à la levée de fonds réalisée en juin 2006, la structure financière est solide, la part en social de l'endettement (15 285 926 euros) sur les capitaux propres (32 246 200 euros fin 2006) s'établissant à 47 %.

## B- FILIALES DU GROUPE (comptes consolidés)

K EUROS	31/12/2006	31/12/2005
	IFRS	IFRS
Capitaux propres	35 222	19 666
Endettement financier	18 375	15 693
ratio endettement net // Kaux propres	52 %	80 %
Endettement financier net Exploitation	17 242	15 304
% endettement Exploitation / Total	94 %	98 %
Endettement financier net Immobilier	1 133	389
% endettement Immobilier / Total	6 %	2 %
Capacité d'autofinancement	2 889	2 326
Variation du BFR	4 816	- 1 176
Flux net de trésorerie d'exploitation	7 705	1 150
Flux net de trésorerie d'investissements	- 22 864	- 7 426
Flux net de trésorerie de financement	25 383	4 186
Variation de trésorerie	10 224	- 2 090
Trésorerie clôture	14 301	4 077

### B-1 Capitaux Propres

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 35 222 Keuros contre 19 666 à la clôture des comptes 2005. Cette progression de 79 % provient notamment de la levée de fonds effectuée avec succès au cours des mois de juin et juillet 2006.

La rentabilité nette des fonds propres (calculés prorata temporis) ressort à 7.7 %, la trésorerie disponible pesant sur le ROE du Groupe (Return on Equity).

### B-2 Endettement Net

L'endettement net du Groupe hors dépôts des résidents s'élève à 18 375 Keuros : 17 242 Keuros pour l'exploitation et 1 133 Keuros pour l'immobilier, à rapporter à un niveau de fonds propres de 35 222 Keuros, représentant un ratio d'endettement flatteur de 52 %, compte tenu de la levée de fonds effectué pour 13,6 Meuros.

### B-3 Trésorerie

La trésorerie de l'ensemble consolidé s'établit à 14.301 Keuros à la clôture. Elle augmente de 10 224 Keuros sous l'effet des flux opérationnels, des flux de financement et d'investissements présentés ci-après.

#### **Flux de l'activité**

Les flux nets de trésorerie dégagés par l'activité s'élèvent à 7 705 Keuros en 2006, avec une capacité d'autofinancement portée à 2 889 Keuros fin 2006. Le Besoin en Fonds de Roulement s'est réduit sur l'exercice de 4 816 Keuros, imputable pour 3 379 Keuros à l'activité de promotion immobilière. Les stocks et créances des sociétés du périmètre immobilier ont diminué plus vite que les dettes de ces mêmes sociétés.

#### **Flux d'investissements**

Les flux de trésorerie d'investissement sont couverts par la sécrétion des flux de financement. Ils s'établissent à -22 864 Keuros et intègrent essentiellement les acquisitions de titre et les rachats de fonds sur la période. Le montant de ces acquisitions s'est élevé à 16 611 Keuros (valeur des titres pour 12 010 Keuros et achats de fonds pour 4 601 Keuros) et ont généré un écart d'acquisition de 3 975 Keuros. Les flux de financement se décomposent comme suit :

- Acquisition d'immobilisations incorporelles pour -6 516 Keuros
- Acquisition d'immobilisations corporelles pour -3 568 Keuros
- Acquisition d'immobilisations financières pour -259 Keuros
- Cession d'immobilisations corporelles et financières pour 220 Keuros
- Trésorerie nette / acquisition et cessions de filiales pour -12 741 Keuros

#### **Flux de financement**

Ils s'établissent à 25 383 Keuros et sont constitués des mouvements suivants :

- Dividendes versés aux minoritaires pour -608 Keuros
- Augmentation de capital en numéraire et autres fonds propres pour 13 627 Keuros
- Encaissements provenant d'emprunts et dettes financières pour 14 028 Keuros
- Remboursements des emprunts et dettes financières pour -2 579 Keuros
- Autres Flux de financement 915 Keuros

## III - PERSPECTIVES DE L'EXERCICE 2007

### A- SA LE NOBLE AGE

Le budget du Noble Age reflète la dynamique du développement 2006, l'activité induite par les nouveaux mandats de gestion couvrant l'augmentation des charges opérationnelles. Le résultat prévisionnel tient compte des effets de la cotation du groupe en année pleine, de la charge d'intérêt relative aux prêts finançant les rachats de titres 2006 et des nouveaux investissements de 2007 relatifs notamment à l'évolution continue du système d'information.

Dans le cadre de ses activités de prestations de services auprès des filiales et de gestion de participations financières, la situation économique de la SA LE NOBLE AGE se révèle sensible à l'évolution des paramètres financiers et à la performance des sociétés d'exploitation. Les frais de structure de la holding sont pour partie couverts par les mandats de gestion et par la remontée de dividendes des participations détenues.

## B- FILIALES DU GROUPE

Le début d'année 2007 a été marqué par la reprise de deux établissements de 53 lits fin février et de 105 lits fin mars ainsi que de l'ouverture de deux extensions pour 31 lits.

Il est prévu pour l'année 2007 que 2 des 3 établissements sans réforme de tarification mais avec section de cure médicale financée, sur les 21 que compte le Groupe à fin février 2006, signent leur convention tripartite (Verte Prairie et La Gauloise).

Par ailleurs, le Groupe Noble Age entend poursuivre ses projets d'expansion selon 4 axes :

- 1) Poursuite de l'augmentation du taux d'occupation des résidences créées/ouvertes en 2006
- 2) Ouverture de deux extensions supplémentaires en 2007 (soit quatre au total pour 62 lits)
- 3) Ouverture d'un nouvel établissement sur le dernier trimestre de 2007 (+ 94 lits)
- 4) Poursuite de la politique d'extensions, de créations et de reprises d'établissements

Ainsi le Groupe affirme sa volonté de réaliser sur l'ensemble de l'exercice, un chiffre d'affaires Exploitation en hausse significative, de l'ordre de 35% à 90 millions d'euros.

La rentabilité opérationnelle devrait bénéficier du passage de 7 résidences restructurées dans la catégorie des établissements en régime de croisière, portant le nombre total de lits pleinement opérationnels à 1.571 lits contre 857 fin 2006 (+ 83%).

Les investissements liés au mix des créations et des extensions en phase d'ouverture, des restructurations ou des montées en régime et la configuration des futures opérations de développement continueront d'impacter sensiblement le niveau de rentabilité du parc durant son évolution graduée vers le régime de croisière, dont l'objectif de rentabilité d'Ebitdar sur chiffre d'affaires devrait se maintenir à un niveau de performance élevé.

Dans le cadre de ses opérations courantes, l'activité et/ou la situation financière du Groupe Noble Age peuvent être exposées à différents risques, parmi lesquels les plus significatifs portent sur l'exercice des activités du secteur sanitaire ou du secteur médico-social. Ces facteurs doivent être appréhendés au sein de chacun des établissements au moyen d'une organisation adaptée et par le recours à des méthodes et pratiques efficaces de prise en charge des dépendances. Les risques d'ordre juridique et fiscaux ainsi que ceux de nature financière constituent d'autres aléas que le Groupe tend également à maîtriser par la mise en œuvre d'une politique rigoureuse de gestion et de surveillance.

## IV - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

En raison de notre activité même, aucune activité en matière de recherche et de développement n'est à signaler au cours de l'exercice clos.

## V - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Depuis la date de clôture de l'exercice 2006, la société a procédé au rachat d'un nouvel établissement et à la conclusion d'un protocole sur un établissement de grande taille en province.

La reconnaissance d'une Unité Economique et Sociale intervenue par décision du Tribunal de Nantes le 20/12/2006, et dont la SA LE NOBLE AGE assure la direction, s'est accompagnée de multiples opérations au début de l'exercice 2007.

De nouvelles instances représentatives du personnel ont été mises en place à l'issue des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise commun, qui se sont déroulées les 05 et 12 février 2007, dans chacun des établissements adhérents à l'U.E.S. La première réunion du comité s'est tenue le 16 mars 2007 au siège du Groupe.

La dénonciation des usages et des accords individuels d'entreprise en fin d'exercice 2006 a permis la convergence des différents régimes, placés sous les dispositions générales de la Convention Collective Unique et des accords de branche. L'intégration des nouvelles règles et pratiques de gouvernance sociale se poursuivra tout au long du premier semestre 2007.

## VI - AFFECTATION DES RESULTATS

L'affectation des résultats que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Le bénéfice de la SA LE NOBLE AGE d'un montant de **2 361 150,71 euros** sera affecté de la façon suivante :

- à la réserve légale, à hauteur de 5 % du résultat, pour un montant de .....118 058,00 €
- au compte « autres réserves » pour un montant de .....2 243 093,71 €

Soit un total de ..... 2361 150,71 €

## VII - DECLARATION FISCALE

### **1/ Dividendes antérieurement distribués**

Pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

### **2/ Dépenses visées à l'article 39.4 du Code Général des Impôts**

L'article 223 Quater du Code Général des Impôts impose aux sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés de soumettre chaque année à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire de leurs actionnaires ou associés le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39.4 du Code Général des Impôts ainsi que l'Impôt supporté en raison de ces dépenses et charges :

Montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts : 36 637 euros.

Ce montant global se détaille comme suit :

Taxes sur les voitures particulières des sociétés : 22 548 euros

Provisions et charges à payer non déductibles pour 22 663 euros, constituées de :

- Charges à payer sur taxe véhicules des sociétés : 7 772 euros
- Contribution Sociale de solidarité : 6 273 euros
- Effort construction : 8 618 euros

## VIII - PARTICIPATIONS

Conformément à l'article L.233-6 du Code de Commerce, le présent rapport doit vous informer des participations acquises par votre Société, de l'activité de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle, ainsi que des avis de prises de participation reçus.

### ▪ **Souscription dans le capital de 5 sociétés au cours de l'exercice**

La société a procédé au rachat des titres des 5 sociétés suivantes :

- la SARL PARC DES VIGNES (RCS AMIENS 412 458 119), EHPAD situé à Amiens (80).
- la SA WOOD SIDE RESIDENCE (n° entreprise 0441 675 147), Maison de repos située à Bruxelles (Belgique)
- la SARL NOUVELLE CLINIQUE DE THORIGNY (RCS MEAUX 327 685 434), EHPAD situé à Thorigny sur Marne (77)
- la SAS LES PLEIADES (RCS TOULON 445 348 923), EHPAD situé à Toulon (83)
- la SA BEECHTREE (n° entreprise 458 746 652), société immobilière.

### ▪ **Rachat de 2 fonds de commerce avec création de deux nouvelles sociétés au cours de l'exercice**

La société a procédé au rachat du fonds de commerce d'un EHPAD situé à Martigues désormais exploité par la SARL RESIDENCE LES JONCAS (RCS AIX EN PROVENCE 388 359 531), filiale du Groupe Noble Age créée à cet effet.

La société a également procédé au rachat du fonds de commerce d'un EHPAD situé à Waterloo (Belgique) désormais exploité par la SPRL LE PARC DE LA CENSE (n° entreprise 0884 338 805), filiale de la société LNA BELGIQUE créée également à cet effet.

### ▪ **Création de 3 nouvelles sociétés**

- la SPRL PARKSIDE INVEST (n° entreprise 0881 606 373), société immobilière créée dans le cadre du rachat de l'Etablissement de WOOD SIDE RESIDENCE.
- la SARL RESIDENCE MARCONI (RCS NANTES 478 951 585) qui gère l'EHPAD de Chatou (78), Etablissement nouvellement construit dont la livraison est intervenue le 5 juin 2006.
- la SARL RESIDENCE CREISKER (RCS SAINT NAZAIRE 452 918 303) qui gère l'EHPAD de Pornichet (44), Etablissement nouvellement construit dont la livraison est intervenue le 28 juin 2006.

## IX - PARTICIPATION DES SALARIÉS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous précisons, qu'au 31 décembre 2006, 37 salariés de la SA LE NOBLE AGE font partie de l'actionariat de la Société, représentant ainsi 1,231 % du capital social et 0,771 % des droits de vote.



## X - INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX ET LES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Mandats en cours des administrateurs

Le Conseil d'administration du 22 février 2006 a pris acte de la démission de Monsieur Daniel BERTHELOT de son mandat d'administrateur, avec effet à l'issue de l'assemblée générale d'approbation des comptes. Monsieur Willy SIRET, a été désigné en remplacement de Monsieur Daniel BERTHELOT.

La composition du Conseil d'administration actuellement de 6 membres devrait être portée à 10 membres avec la désignation de 4 représentants élus du Comité d'Entreprise de l'Unité Economique et Sociale.

### Mandats en cours des co-commissaires aux comptes

Nous vous informons qu'aucun mandat de co-commissaire aux comptes n'est parvenu à expiration.

### Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société durant l'exercice social.

- **Monsieur Jean-Paul SIRET** exerce les mandats sociaux suivants :

#### **Gérant**

SARL La Chezalière (RCS Nantes 352 694 681)  
SARL Le Parc de Diane (RCS Nantes 394 055 602)  
SARL Le Parc de la Plesse (RCS Angers 351 792 478)  
SARL Le Parc de la Touques (RCS Honfleur 421 178 740)  
SARL Institut Médicalisé de Mar Vivo (RCS Toulon 424 013 464)  
SARL Résidence Le Parc Saint Charles (RCS Chartres 428 670 319)  
SARL Asphodia (RCS Evry 353 681 216)  
SARL Sévigné (RCS Créteil 404 179 236)  
SARL Ger'home (RCS Nanterre 403 291 123)  
SARL Résidence Aigue Marine (RCS Toulon 444 727 051)  
SARL Résidence Harmonie (RCS Montereau 444 726 517)  
SARL Les Jardins de Mar Vivo (RCS Toulon 442 055 570)  
SARL Le Verger de Vincennes (RCS Vincennes 443 419 783)  
SARL Les Terrasses de Vincennes (RCS Vincennes 484 434 113)  
SARL Les Berges du Danube (RCS Nantes 482 575 347)  
SARL Résidence Untxin (RCS Nantes 480 780 600)

SARL Résidence Creisker (RCS Saint Nazaire 452 918 303)  
SARL Institut Médicalisé de Romainville (RCS Nantes 452 997 794)  
SARL Les Jardins d'Olonne (RCS Nantes 478 216 559)  
SARL Résidence Marconi (RCS Nantes 478 951 585)  
SARL Institut Médicalisé de Serris (RCS Nantes 450 754 114)

SC Financière Vertavienne 44 (RCS Nantes 422 059 345)  
SARL Foncière GNA (RCS Nantes 438 910 275)  
SARL Immobilière du Vallon (RCS Nantes 432 399 483)

SCI Clos du Vallon (RCS Nantes 348 115 924)

**Cogérant**

SARL LNA Services (RCS Nantes 442 082 863)

**Président du Conseil d'administration, Directeur général et Administrateur**

SA La Chezalière (RCS Nantes 351 359 872)

- **Monsieur Xavier DEJARDINS** exerce les mandats sociaux suivants :

**Gérant**

SARL Busy (RCS Basse-Terre 349 145 649)

SARL Zen Activ (RCS Basse-Terre 393 459 821)

**Administrateur**

SA Energindus (RCS Cayenne 394 133 581)

SA KD Développement (RCS Pointe à Pitre 398 115 972)

SA Start up Performance (RCS Nanterre 430 485 375)

SA Voltalia (RCS Nanterre 485 182 448)

**Président**

SAS Financière Holding Santé (RCS Nanterre 422 850 446)

- **Monsieur Robert DARDANNE** exerce les mandats sociaux suivants :

**Gérant**

SARL Omniprest-Gerinvest (RCS Point à Pitre 394 223 762)

SARL Elda (RCS Point à Pitre 349 391 714)

SARL Société Voltalia Guyane (RCS Cayenne 452.146.905) (anciennement « Société d'Ingénierie Guyanaise »)

**Président du Conseil d'administration et administrateur**

SA e.Genius (RCS Nanterre 429 146 988)

SA Eurofinance Travel (RCS Nanterre 437 971 419) (groupe e.Genius)

SA Travel Technology Interactive (RCS Marseille 480 040 880) (groupe e.Genius)

SA Travel Technology (RCS Nanterre 437 686 744) (groupe Eurofinance Travel)

SA Voltalia (RCS Nanterre 485 182 448)

**Administrateur**

SA APA Antillaise de Participations Aéronautiques (RCS Point à Pitre 397 923 822)

SA Sunny Caraïbes.com (RCS Point à Pitre 433 040 011) (groupe Eurofinance Travel)

SA KD DEVELOPPEMENT (RCS Point à Pitre 398 115 972)

SA LE NOBLE AGE

**Président**

SAS Fidexi (RCS Nanterre 398 045 567)

- **Monsieur Christophe RIPERT** exerce les mandats sociaux suivants :

**Administrateur**

SA Voltalia (RCS Nanterre 485 182 448)

LE CANDO (Suède)

AOM VENTURES (Pays-Bas)

## Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale (éléments fixes, variables et exceptionnels) y compris sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances (Art. L 225-102-1 C. Com.) et des avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social, ainsi que les critères en fonction desquels ils ont été calculés ou les circonstances en vertu desquelles ils ont été établis. Nous vous indiquons également les engagements de toute nature pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci, ainsi que les modalités de détermination de ces engagements.

Dirigeants - administrateurs	Années	Rémunérations brutes en €				Avantages en nature en €	Jetons de présence en €
		SA Le Noble Age	SARL La Chézalière	SARL Le Parc de Diane	Total		
Jean-Paul Siret	2006	129 180	32 930	2 744	164 854	3 058	
	2005	123 420	32 930	2 744	159 094	3 656	
	2004	125 000	32 930	2 744	160 674	2 470	
Xavier Dejardins	2006	117 120	-	-	117 120	1 070	
	2005	106 320	-	-	106 320	1 184	
	2004	107 000	-	-	107 000	1 177	
Willy Siret	2006	88 800	-	-	88 800	3 361	
	2005	90 600	-	-	90 600	3 458	
	2004	67 692	-	-	67 692	3 500	
Robert Dardanne	2006	-	-	-	-	-	4 400
	2005	-	-	-	-	-	3 150
	2004	-	-	-	-	-	2 700
Christophe Ripert	2006	-	-	-	-	-	4 400
	2005	-	-	-	-	-	-
	2004	-	-	-	-	-	-
Patrick Connan	2006	-	-	-	-	-	4 000
	2005	-	-	-	-	-	-
	2004	-	-	-	-	-	-

Les rémunérations des mandataires sociaux intègrent une part fixe et variable et les avantages en nature se déclinant comme suit à fin 2006 sur LNA SA :

Mandataire	Fonctions	Part fixe par an	Part variable par an	Critère du Variable	Avantages en nature
Jean-Paul SIRET	Président C.A. Directeur Général	108 000€	21 180€	Nb de lits nouveaux exploités	Téléphone portable, Véhicule fonction : 3 058€
Xavier DEJARDINS	Administrateur Directeur Général Délégué	90 240€	26 880€	Nb de lits nouveaux exploités	Téléphone portable, Moto de fonction : 1 070€

	<b>Administrateur</b>			<b>Téléphone</b>
	<b>Directeur</b>			<b>portable,</b>
<b>Willy SIRET</b>	<b>Exploitation</b>	<b>73 800€</b>	<b>15 000€</b>	<b>Véhicule</b>
	<b>Groupe</b>			<b>fonction :</b>
				<b>3 361€</b>

### Auto-détention de titres

L'assemblée du 1er avril 2006 a autorisé, sous la condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du code de commerce, le conseil d'administration à acheter un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la Société, soit un maximum de 618 545 actions.

Le prix d'achat par action ne doit pas être supérieur à quatre cent pour cent (400 %) du prix d'introduction établi à 10 euros.

L'autorisation peut être utilisée, entre autres, à l'effet (i) d'animer le marché secondaire ou la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité ; (ii) de disposer d'actions pouvant lui permettre d'honorer les obligations liées à des titres de créances convertibles en actions ; (iii) de disposer d'actions pouvant être remises à ses dirigeants et salariés ainsi qu'à ceux des sociétés qui lui sont liées, dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions, d'opérations d'attribution gratuite d'actions existantes dans les conditions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 ou de Plans d'Epargne d'Entreprise dans les conditions prévues par les articles L. 443-1 et suivants du code du travail ; (iv) de conserver les actions afin de les remettre en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ; (v) d'annuler les actions.

Le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % de son capital.

Les actions pourront également être annulées dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois dans les conditions prévues par la douzième résolution soumise au vote de l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires en date du 1<sup>er</sup> avril 2006.

Dans le cadre de son contrat de liquidité, au 31/12/2006, Le Groupe Noble Age possède 2 080 actions propres, d'une valeur nominale de 2 €, et valorisées 32 K€ au 31/12/2006.

## XI - INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 233-13 DU CODE DE COMMERCE

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

- Société Civile Financière Vertavienne 44, Siren 422 059 345 Nantes : détient directement 24,73 % des actions et 29,73 % des droits de vote.

- SA COGEP, Siren 388 986 440 Paris : détient directement 9,122 % des actions et 11,03 % des droits de vote.
- Monsieur Jean-Paul SIRET : détient indirectement en sa qualité d'associé de la société civile Financière Vertavienne 44 13,05 % des actions et 15,69 % des droits de vote.
- Monsieur Robert Dardanne détient directement 6,62 % des actions et 5,64 % des droits de vote.
- Monsieur Xavier Déjardins détient directement 14,74 % des actions et 12,65 % des droits de vote.

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous communiquons également ci-après le nom des sociétés contrôlées et la part du capital de la société qu'elles détiennent :

La SA LE NOBLE AGE exerce un contrôle exclusif sur la Sarl La Chezalière, filiale du Noble Age détenue à 20,29 %. La Sarl la Chezalière détient elle-même une participation dans le capital de la Société Civile Financière Vertavienne 44 à hauteur de 3,17 %, cette dernière détenant 24,73 % du capital de la SA LE NOBLE AGE. Il en résulte ainsi une situation d'auto-contrôle induit par les relations existant entre la société Sarl La Chezalière et Financière Vertavienne 44.

## XII - ATTRIBUTION DE JETONS DE PRESENCE

Le développement du Groupe ayant amené les conseils d'administration à se densifier, tant en fréquence qu'en volume, les administrateurs bénéficient de jetons de présence pour une somme annuelle décidée en assemblée générale. Nous vous proposons de fixer cette somme à 13 200 euros pour l'exercice 2007 et de répartir cette somme entre les administrateurs en attribuant à chaque administrateur une somme de 400 euros par réunion du Conseil à laquelle cet administrateur assiste.

Nous vous précisons que les dirigeants salariés ont d'ores et déjà renoncé au bénéfice desdits jetons.

## XIII - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de vos Commissaires aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

## CONCLUSION

Nous allons maintenant vous présenter, plus en détail, les comptes annuels et les comptes consolidés que nous soumettons à votre approbation.

Nous espérons que les résolutions proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner quitus de sa gestion au Conseil d'administration pour l'exercice écoulé.

Fait à NANTES  
Le 28 mars 2007

**Le Conseil d'administration**

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES  
CINQ DERNIERS EXERCICES

	2002	2003	2004	2005	2006
<b>I°) Capital en fin d'exercice :</b>					
Capital social	11 791 025	11 791 025	11 791 025	11 791 025	15 241 094
Nombre des actions ordinaires existantes	773 182	773 182	773 182	773 182	7 620 547
Nombre des actions de la société détenues par le groupe	0	0	0	0	2 080
Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal actions futures à créer	0	0	0	0	0
- Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
<b>II°) Opérations et résultats de l'exercice :</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 510 025	2 160 143	2 728 514	2 956 837	4 427 443
Résultat courant	142 850	2 629 094	1 187 560	307 047	2 484 563
Impôts sur les bénéfices	16 138	449 387	40 569	- 393 030	130 520
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	461 621	2 146 064	1 147 401	673 222	2 361 150
Résultat distribué	0	0	0	0	0

TABLEAU DES DELEGATIONS ACCORDEES PAR  
L'ASSEMBLEE GENERALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET DE LEUR UTILISATION AU COURS DE L'EXERCICE  
(Article L225-10 alinéa 7 du Code de commerce)

Date de l'Assemblée générale	Durée et date limite de validité	Objet de la délégation	Utilisation par le Conseil d'administration
1 <sup>er</sup> avril 2006	26 mois Jusqu'au 31 mai 2008	Autorisation de procéder à l'émission d'actions par appel public à l'épargne, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, dans la limite d'un montant nominal global d'augmentation de capital égal à 6.000.000 d'euros (sur la base d'une valeur nominale unitaire de 2 euros).	<p><b>6 juin 2006</b> : Décision d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 2 520 000 euros, pour le porter de 12 370 912 euros à 14 890 912 euros, par l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'appel public à l'épargne, de 1 260 000 actions ordinaires au prix de 10 euros l'une, soit 2 euros de valeur nominale et 8 euros de prime d'émission, à libérer intégralement en numéraire par versements en espèces.</p> <p><b>5 juillet 2006</b> : décide d'augmenter le montant de l'augmentation de capital décidée par le conseil d'administration de la Société le 6 juin 2006 d'un montant nominal de 350 182 euros, décide, en conséquence, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par voie d'appel public à l'épargne, de 175 091 actions ordinaires au prix de 10,00 euros l'une, soit 2 euros de valeur nominale et 8,00 euros de prime d'émission, à libérer intégralement en numéraire par versements en espèces.</p>
1 <sup>er</sup> avril 2006	26 mois Jusqu'au 31 mai 2008	Autorisation de procéder à l'émission d'actions, en une ou plusieurs fois, avec maintien du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, le montant nominal des augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu des pouvoirs délégués par l'assemblée générale au Conseil d'administration au terme de la présente délégation et de la délégation I ci-dessus ne pourra excéder un plafond nominal global de 6.000.000 d'euros (sur la base d'une valeur nominale unitaire de 2 euros).	Néant
1 <sup>er</sup> avril 2006	26 mois Jusqu'au 31 mai 2008	Autorisation de procéder à l'émission d'actions ordinaires destinées à rémunérer des apports des titres en cas d'offre publique d'échange ou d'apport en nature dans la limite d'un plafond nominal de 6 000 000 euros.	Néant

1 <sup>er</sup> avril 2006	26 mois Jusqu'au 31 mai 2008	Autorisation de procéder à une ou plusieurs augmentation de capital par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes et par émission et attribution gratuite d'actions nouvelles ou par élévation du nominal des actions ou encore par l'emploi conjugué de ces deux procédés dans la limite du montant des comptes de réserves, bénéfices ou primes qui existent lors de l'augmentation de capital.	Néant
1 <sup>er</sup> avril 2006	38 mois Jusqu'au 31 mai 2009	Autorisation donnée au CA de consentir en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel ou dirigeants de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires, étant précisé que (i) le nombre total des options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 300.000 actions d'une valeur nominale de 2 euros l'une (après division du nominal), sous déduction des actions qui seraient attribuées gratuitement en vertu de la vingt-quatrième résolution ci-après et des actions dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en vertu de la vingt-cinquième résolution ci-après et (ii) le nombre total d'actions pouvant être souscrites sur exercice des options de souscription d'actions attribuées et non encore levées ne pourra jamais être supérieur au tiers du capital social.	Néant
1 <sup>er</sup> avril 2006	38 mois Jusqu'au 31 mai 2009	<p>Autorisation donnée au CA de procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions de la Société existantes ou à émettre, au profit de bénéficiaires appartenant aux catégories qu'il déterminera parmi les membres du personnel de la Société ou des sociétés et groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2, ou de mandataires sociaux visés à l'article L.225-197-1 II du code de commerce; de déterminer, l'identité des bénéficiaires à l'intérieur des catégories susvisées, le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement à chacun d'eux, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution de ces actions,</p> <p>Le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra excéder 300.000 actions, sous réserve d'éventuels ajustements aux fins de maintenir les droits des attributaires, mais sans pouvoir dépasser la limite globale de 10% du capital de la Société à ce jour, sous déduction des actions résultant de l'exercice des options de</p>	Néant



		<p>souscription ou d'achat d'actions qui seraient attribuées en vertu de la délégation V ci-dessus et des actions dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en vertu de la délégation VIIci-après.</p> <p>L'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le conseil d'administration, au terme d'une durée d'au moins 2 ans et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires sera fixée à 2 ans à compter de la date à laquelle leur attribution sera devenue définitive.</p>	
1 <sup>er</sup> avril 2006	<p>18 mois</p> <p>Jusqu'au 30 septembre 2007</p>	<p>Autorisation donnée au CA de procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ordinaires réservées, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement et d'entreprise, aux adhérents à un plan d'épargne tel que prévu aux articles L. 443-1 et suivants du code du travail qui serait ouvert aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code commerce et qui remplissent, en outre les conditions éventuellement fixées par le conseil d'administration, le plafond nominal maximal des actions qui pourront être ainsi émises, étant fixé à 600 000 euros, sous déduction des actions résultant de l'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions qui seraient attribuées en vertu de la délégation V ci-dessus et des actions qui seraient attribuées gratuitement en vertu de la délégation VI ci-dessus. Ce montant de 600 000 euros s'ajoutera au plafond global de 6 000 000 euros.</p>	Néant

## COMPTES CONSOLIDES

## Compte de Résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31/12/2006	31/12/2005
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>74 151</b>	<b>66 072</b>
	Dont Exploitation	65 706	45 970
	Dont Immobilier	8 445	20 102
Achats consommés		(15 627)	(17 458)
	Dont Exploitation	(6 631)	(4 400)
	Dont Immobilier	(8 996)	(13 058)
Charges de personnel	<b>1.</b>	(34 756)	(24 086)
	Dont Exploitation	(34 105)	(23 550)
	Dont Immobilier	(651)	(536)
Charges externes		(18 955)	(13 949)
	Dont Exploitation	(18 712)	(13 766)
	Dont Immobilier	(243)	(183)
Impôts, taxes et versements assimilés		(2 398)	(1 684)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes		(1 181)	(641)
Variation de stocks de produits encours et de produits finis		2 148	(6 039)
Autres produits et charges d'exploitation	<b>2.</b>	819	745
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>4 201</b>	<b>2 960</b>
Autres produits et charges opérationnels	<b>3.</b>	10	130
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>4 211</b>	<b>3 090</b>
	Dont Exploitation	3 572	2 826
	Dont Immobilier	639	264
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>4.</b>	<b>(817)</b>	<b>(459)</b>
	Dont Exploitation	(728)	(479)
	Dont Immobilier	(89)	20
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>3 395</b>	<b>2 631</b>
Charges d'impôt	<b>5.</b>	(1 259)	(713)
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>2 136</b>	<b>1 918</b>
	Dont Exploitation	1 782	1 729
	Dont Immobilier	354	188
Résultat des sociétés mises en équivalence			
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>2 136</b>	<b>1 918</b>
Intérêts minoritaires		(209)	522
<b>Résultat net Part du groupe</b>		<b>2 345</b>	<b>1 396</b>
<b>Résultat par action</b>	<b>6.</b>	<b>0.3353</b>	<b>0.2257</b>
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>6.</b>	<b>0.3353</b>	<b>0.2257</b>

## Bilan consolidé actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2006	31/12/2005
		Net	Net
<b>Actifs non courants</b>		<b>64 299</b>	<b>42 355</b>
Ecarts d'acquisition	7.	12 247	8 272
Immobilisations incorporelles	8.	41 298	26 675
Immobilisations corporelles	9.	9 063	6 091
Immobilisations financières	10.	1 267	1 010
Titres mis en équivalence			
Impôts différés actifs	11.	424	307
<b>Actifs courants</b>		<b>46 127</b>	<b>25 331</b>
Stocks et en-cours	12.	11 213	4 500
Dont Exploitation		421	272
Dont Immobilier		10 792	4 228
Clients et comptes rattachés	13.	11 758	10 548
Dont Exploitation		2 844	1 608
Dont Immobilier		8 914	8 940
Autres créances et comptes de régularisation	14.	3 629	2 246
Dont Exploitation		2 522	1 454
Dont Immobilier		1 107	792
Valeurs mobilières de placement	15.	1 489	84
Dont Exploitation		264	77
Dont Immobilier		1 225	7
Disponibilités	15.	18 038	7 954
Dont Exploitation		15 127	4 422
Dont Immobilier		2 911	3 532
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>110 426</b>	<b>67 686</b>

## Bilan consolidé passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2006	31/12/2005
		Net	Net
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>16.</b>	<b>35 222</b>	<b>19 666</b>
Capital social		15 241	11 791
Primes d'émission		10 757	0
Réserves consolidées		6 410	5 604
Résultat part du groupe		2 345	1 397
<b>Capitaux propres du groupe</b>		<b>34 752</b>	<b>18 792</b>
Intérêts minoritaires		470	874
<b>Passifs non courants</b>		<b>37 823</b>	<b>24 344</b>
Engagements de retraite et avantages assimilés	<b>17.</b>	313	192
Provisions pour risques et charges	<b>18.</b>	161	193
Impôts différés passifs	<b>11.</b>	9 912	6 684
Emprunts et dettes financières non courants	<b>19.</b>	26 937	16 800
Autres éléments non courants	<b>20.</b>	500	475
<b>Passifs courants</b>		<b>37 381</b>	<b>23 676</b>
Dettes fournisseurs et avances reçues		5 978	5 932
Dont Exploitation		4 366	3 046
Dont Immobilier		1 612	2 886
Emprunts et dettes financières courants	<b>21.</b>	10 965	6 931
Dont Exploitation		5 696	3 003
Dont Immobilier		5 269	3 928
Autres dettes et comptes de régularisation	<b>22.</b>	20 438	10 813
Dont Exploitation		8 390	5 670
Dont Immobilier		12 048	5 143
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>110 426</b>	<b>67 686</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2006	31/12/2005
<b>OPERATIONS D'ACTIVITES</b>			
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 136	1 919
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :			
<i>Amortissements et provisions</i>		1 054	683
<i>Autres produits et charges calculés</i>		-218	-309
<i>Gains et pertes latentes liés aux variations de juste valeur</i>		-93	
<i>Plus ou moins value de cession</i>		10	33
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	26.	<b>2 889</b>	<b>2 326</b>
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'Exploitation :		<b>1 424</b>	<b>934</b>
<i>Stocks</i>		-81	-38
<i>Créances</i>		-677	211
<i>Dettes</i>		2 182	761
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'Immobilier :		<b>3 392</b>	<b>-2 110</b>
<i>Stocks</i>		-2 035	5 879
<i>Créances</i>		-176	766
<i>Dettes</i>		5 603	-8 755
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>7 705</b>	<b>1 150</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8.	-6 516	-1 279
Acquisition d'immobilisations corporelles	9.	-3 568	-3 471
Acquisition d'immobilisations financières	10.	-259	-326
Cession d'immobilisations incorporelles			553
Cession d'immobilisations corporelles		47	
Cession d'immobilisations financières		173	512
Trésorerie nette / acquisition et cessions de filiales		-12 741	-3 415
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-22 864</b>	<b>-7 426</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes versés aux minoritaires		-608	-451
Augmentation de capital en numéraire et autres fonds propres	16.	13 627	
Actions propres et autres éléments non courants		39	
Encaissements provenant d'emprunts	19.	14 028	6 425
Remboursements des emprunts		-2 579	-2 092
Flux de financement sur dettes diverses souscrites à moins d'un an		876	304
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>25 383</b>	<b>4 186</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>10 224</b>	<b>-2 090</b>
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	15.	4 077	6 167
<i>Trésorerie à la clôture</i>	15.	14 301	4 077

## Variations des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Note	Capital social	Primes d'émission	Actions Propres	Réserves consolidées	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<b>Situation au 31/12/2004</b>		<b>11 791</b>			<b>5 600</b>	<b>17 391</b>	<b>806</b>	<b>18 197</b>
Distribution de dividendes					3	3	(454)	(451)
Résultat de l'exercice					1 397	1 397	522	1 919
<b>Situation au 31/12/2005</b>		<b>11 791</b>			<b>7 001</b>	<b>18 792</b>	<b>874</b>	<b>19 666</b>
Variation de capital	16.	3 450	10 757		(580)	13 627		13 627
Distribution de dividendes							(608)	(608)
Résultat de l'exercice					2 345	2 345	(209)	2 136
Autres variations					5	5	413	418
Variations actions propres				(17)		(17)		(17)
<b>Situation au 31/12/2006</b>		<b>15 241</b>	<b>10 757</b>	<b>(17)</b>	<b>8 766</b>	<b>34 752</b>	<b>470</b>	<b>35 222</b>

Le montant des réserves non distribuables s'élèvent au 31 décembre 2006 à 490 milliers d'euros et à l'exercice précédent à 459 milliers d'euros.

La prime d'émission comprend des frais pour un montant brut de 1 086 milliers d'euros et de l'impôt société pour 362 milliers d'euros (Note 16).

## Annexes aux comptes consolidés

### 1. Faits marquants de l'exercice

#### 1.1. Mouvements de Capital

Le groupe Noble Age s'est introduit sur le marché Eurolist compartiment C de Euronext Paris le 6 juin 2006. La levée de fonds globale après option de sur-allocation s'élève au 31 décembre 2006 à 13,6 millions d'euros net des frais d'introduction. Le détail des opérations d'augmentation de capital est présenté en Note 16.

#### 1.2. Parc de lits

Le parc s'est accru de 758 lits au cours de l'exercice grâce à 6 acquisitions (établissements Woodside à Bruxelles, Parc des Vignes à Amiens, Thorigny en Seine-et-Marne, Les Pleïades à Toulon, La Cense à Waterloo - Belgique, Les Joncas à Martigues), 2 ouvertures de résidences (Marconi à Chatou et Creisker à Pornichet) ainsi que des extensions (Résidence Arcade, Point du Jour et Sévigné) portant la capacité autorisée du parc de 1 544 lits au 31 décembre 2005 à 2 302 lits au 31 décembre 2006 (+ 49 %).

Le Groupe Noble Age a acquis au 31 décembre 2006, les titres des sociétés suivantes :

- Parc des vignes, le 21 février 2006,
- Woodside, le 31 mai 2006,
- Beechtree, le 31 mai 2006,
- La Nouvelle Clinique de Thorigny, le 11 juillet 2006,
- Les Pléïades, le 28 septembre 2006.

Par ailleurs, le Groupe Noble Age a fait l'acquisition de trois fonds de commerce :

- Le Parc de Diane, le 31 mai,
- Le Parc de la Cense, le 1er novembre,
- Les Joncas, le 1er décembre,

Le montant de ces acquisitions s'est élevé à 16.611 milliers d'euros (valeur des titres pour 12.010 milliers d'euros et achats de fonds pour 4.601 milliers d'euros) et ont généré un écart d'acquisition de 3.975 milliers d'euros.

Les incidences sur les états financiers sont présentées à la Note 7 et 8 de la présente annexe.

### *1.3. Union économique et sociale*

La reconnaissance d'une Unité Economique et Sociale (U.E.S) est intervenue par décision du Tribunal de Nantes le 20 décembre 2006.

Le périmètre de l'U.E.S. englobe au 31 décembre 2006 l'activité de 21 sociétés d'exploitation et 2 sociétés de services dont la société holding de tête, toutes localisées en France. Il concerne de près 1.014 salariés, répartis sur un parc d'établissements de 1.834 lits, générant une activité de 58.4 m€ au titre de l'exercice 2006.

De nouvelles instances représentatives du personnel ont été mises en place à l'issue des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise commun, qui se sont déroulées les 05 et 12 février derniers, dans chacun des établissements adhérents à l'U.E.S. La première réunion du comité s'est tenue le 16 mars 2007 au siège du Groupe.

La dénonciation des usages et des accords d'entreprise en fin d'exercice 2006 a permis la convergence des différents régimes, placés sous les dispositions générales de la Convention Collective Unique et des accords de branche étendus d'application obligatoire.

L'intégration des nouvelles règles et pratiques de gouvernance sociale se poursuivra tout au long du premier semestre 2007.

## 2. Référentiel comptable, Modalités de consolidation, Méthodes et règles comptables

### *2.1. Présentation générale du groupe*

La société anonyme LE NOBLE AGE est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé à Nantes (44) 6, rue des Saumonières.

Le Groupe présente une activité principale de gestion et d'exploitation de soins de suite et de résidences médicalisées pour personnes âgées valides, semi-dépendantes ou dépendantes. Au sein de ses établissements, il offre des prestations de services hôtelières et médicales. Chaque établissement est soumis à autorisation administrative.

L'hébergement étant une des principales caractéristiques de ce type d'activité, le Groupe possède une activité immobilière au service de l'exploitation. Dans le cadre de sa politique de développement, le Groupe est amené à restructurer des bâtiments existants pour les rendre conformes aux différentes normes exigées, à créer des extensions ou de nouveaux bâtiments ex-nihilo. Le Groupe n'a cependant pas vocation à garder son immobilier et le cède à des investisseurs. Il réalise donc des opérations de promotion immobilière.

Lorsque l'activité immobilière présente un caractère significatif, une analyse ventilée est présentée dans les états financiers. Cette présentation retenue au 31 décembre 2006 assure une meilleure visibilité de celle de l'exercice précédent.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 comprennent la Société SA LE NOBLE AGE et ses filiales, dénommé Groupe Noble Age. Le périmètre de consolidation est décrit au paragraphe 3.



En date du 28 mars 2007, le Conseil d'administration a arrêté et autorise la publication des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2006. L'assemblée générale des actionnaires, devant se prononcer sur ces états financiers, doit se réunir le 29 juin 2007.

## 2.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les normes IFRS (*International Financial Reporting Standard*) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Les nouvelles normes IFRS et interprétations publiées au 31 décembre 2006 et non encore entrées en vigueur non aucunes incidences pour les comptes consolidés Le Noble Age.

## 2.3. Principes de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués conformément aux règles édictées par les normes IFRS.

## 2.4. Modalités de consolidation

### 2.4.1. Méthodes de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par la SA LE NOBLE AGE. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intra-groupes, sont totalement éliminés.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels ou de situations arrêtées au 31 décembre et retraités, le cas échéant, en application avec les principes comptables retenus par le Groupe.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Celles qui ont un impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont décrites dans les notes suivantes :

2.4.3 Goodwill, 2.5.1 Immobilisations incorporelles, 2.5.3 Contrats de location, 2.5.5 Perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, 2.5.13 Provisions, 2.5.21 Impôts sur le résultat.

### 2.4.2. Méthodes de conversion

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation étant dans la zone Euro, il n'y a pas lieu de constater d'écart de conversion.

### 2.4.3. Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition. Les goodwill résultent de l'acquisition des filiales. Le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie et n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les éventuels goodwill négatifs résultant des acquisitions seraient comptabilisés immédiatement en résultat.

A ce jour, aucun goodwill n'a donné lieu à dépréciation.

## 2.5. Méthodes et règles comptables

### 2.5.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels et à des fonds de commerce. Les fonds de commerce sont des actifs identifiables correspondant aux autorisations d'exploiter.

Ces autorisations d'exploiter constituent des actifs à durée de vie indéfinie. Bien que les autorisations soient en principe accordées pour une durée de 15 ans, elles se renouvellent par tacite reconduction sauf en cas de non respect de la réglementation.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, le modèle du coût est appliqué aux immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, sont soumises à des tests de dépréciation chaque année.

Les autres immobilisations incorporelles, à savoir les logiciels, sont amorties dès leur date de mise en service, en mode linéaire sur une durée de 4 ans.

Le groupe n'enregistre aucune dépense de recherche et de développement.

### 2.5.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Linge	7 ans
Vaisselle	7 ans
Agencements divers	5 à 10 ans
Mobilier	7 à 10 ans
Gros matériels	10 ans
Petits matériels	5 à 7 ans
Matériel de communication et système appel malades	10 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Pour les constructions, le Groupe a retenu les principes suivants décrits dans le tableau ci-dessous :

Composant	Durée d'amortissement
Structure	30 ans
Assurance DO	10 ans
Honoraires / Impôts et taxes	20 ans
Second Œuvre	15 ans
Equipement / Aménagement / Décoration	10 ans

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

### **2.5.3. Contrat de location**

Les immobilisations financées au moyen de contrat de location : financement transférant au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité conforme aux règles du groupe et de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges de l'exercice.

### **2.5.4. Immeubles de placement**

Le groupe ne détient aucun immeuble de placement.

### **2.5.5. Perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles**

Les valeurs comptables des actifs sont revues périodiquement afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. Des tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an pour les actifs à durée de vie indéterminée, c'est-à-dire essentiellement pour les autorisations d'exploiter et les écarts d'acquisition.

La réalisation des tests de dépréciation est faite à partir des unités génératrices de trésorerie (UGT) et par groupe d'unités génératrices de trésorerie d'une même région sanitaire.

L'activité de chacune des autorisations d'exploiter est réalisée dans le cadre de structures juridiques indépendantes et autonomes (considérées comme des unités génératrices de trésoreries), dont tous les actifs et les résultats sont suivis de manière isolée.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie est déterminée par rapport à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les flux futurs nets de trésorerie sont basés sur l'indicateur l'EBITDA actualisé (*Earnings before Interest Tax Depreciation and Amortization*) et ont été déterminé à partir du business plan élaborés sur une période de cinq ans par la Direction Financière du groupe, en fonction des meilleures estimations du management et en tenant compte des performances passées.

L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe, représentatif du taux du secteur et du risque de l'actif économique, soit 7.5%

L'éventuelle dépréciation des actifs d'une unité génératrice de trésorerie est imputée prioritairement sur l'écart d'acquisition concerné et cette perte est enregistrée en autres charges opérationnelles.

A la clôture, le compte de résultat ne comptabilise ni perte de valeur ni reprise de perte de valeur.

### **2.5.6. Instruments financiers**

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et créances rattachées, prêts, dépôts et cautionnements et valeurs mobilières de placement à échéance supérieur à trois mois.
- des actifs financiers courants : trésorerie et équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement)

Actifs disponibles à la vente : Les titres de participations non consolidées et les autres titres immobilisés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur valeur recouvrable. A la clôture de l'exercice, la valeur nette comptable de ces actifs financiers a été jugée représentative de leur valeur recouvrable et aucun écart n'a été enregistré.

Les dépôts et cautionnements, ainsi que les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement.

Les cautions versées en garantie des loyers, sont actualisées sur la durée du bail restant à courir. Les écarts d'actualisation sont impactés chaque année en compte de résultat. Les taux d'actualisation retenus sont de 3,74 % en 2005 et 4,01 % en 2006.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Elles ne sont donc soumises à aucun test de dépréciation.

Les justes valeurs sont déterminées par référence à la cotation du marché.

Il n'existe au sein du Groupe, aucune entité ad hoc contrôlée.

### **2.5.7. Actifs non courants destinés à être cédés et abandons d'activité**

Le groupe utilise tous ses actifs non courants et il n'existe pas d'actifs non courants destinés à être cédés, ni abandon d'activités.

### **2.5.8. Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dans les établissements, les stocks concernent principalement des matières et marchandises. Ils sont évalués au dernier prix d'achat.

En matière immobilière, les stocks sont évalués au coût de revient de l'opération (y compris les frais financiers) ou au coût de comptabilisation initiale, selon la nature de l'opération.

### **2.5.9. Clients et autres débiteurs**

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facturation déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsque identifiées comme telles.

Les créances clients sur l'immobilier proviennent notamment du fait que les ventes de lots sont comptabilisées à la signature des actes mais les paiements sont échelonnés dans le temps en fonction de l'avancement des chantiers lorsqu'il s'agit de VEFA – Ventes en l'état futur d'achèvement. Les risques d'impayés sont faibles dans la mesure où c'est également le Groupe, à travers ses sociétés d'exploitation, qui verse les loyers aux dits investisseurs. Au 31 décembre 2006, aucun risque de non recouvrement n'a été identifié.

### **2.5.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, les fonds de caisse et les dépôts à vue, c'est à dire toutes les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à compter de la date d'acquisition.

Les découverts bancaires remboursables à vue font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du groupe. Ils constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

### **2.5.11. Titres d'autocontrôle**

Les actions Le Noble Age détenues par la société mère sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres jusqu'à ce qu'elles soient cédées ou annulées.

Les produits ou les pertes de ces cessions de titres sont imputés en capitaux propres ; ainsi ces opérations n'ont pas d'impacts dans le résultat consolidé du groupe.

### **2.5.12. Avantages postérieurs à l'emploi**

Pour le Groupe Noble Age, les avantages postérieurs à l'emploi se limitent aux indemnités de départ en retraite. Il n'existe pas d'autres avantages rentrant dans le cadre des régimes à prestations définies.

La société comptabilise des provisions pour charges destinées à faire face aux obligations de paiement des indemnités lors du départ à la retraite des salariés prévues par la Convention collective applicable.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont calculés conformément à la norme IAS 19, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Ce calcul tient compte des indemnités prévues dans la convention collective ou dans le droit du travail le cas échéant, des probabilités de maintien dans le Groupe jusqu'au départ en retraite volontaire, de l'évolution prévisible des salaires et de l'actualisation financière selon le taux moyen des emprunts obligataires public et privé.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en résultat financier de la période.

Les paramètres utilisés pour la clôture des comptes au 31/12/2005 et au 31/12/2006 sont les suivants :

#### Taux d'actualisation

Il s'agit du taux moyen des emprunts obligataires public et privé, évalué à 3,74 % au 31/12/2005 et à 4,01 % fin novembre 2006.

#### Taux de charges sociales

Seules les cotisations URSSAF s'appliquent en cas de départ volontaire à la retraite, à 60 ans, cas le plus fréquent dans notre profession. Le taux de charges sociales appliquées aux cadres et non cadres s'élèvent à 31 %.

#### Table de mortalité

Pour la clôture des comptes du 31/12/2005, le Groupe a utilisé la table INSEE 2004 et pour la clôture des comptes du 31/12/2006, le Groupe a utilisé la table INSEE 2005.

#### Turn-over

C'est la probabilité d'être présent dans l'entreprise. Le Groupe utilise les tables suivantes :

#### Filiales :

0 % avant 45 ans

50 % si âge  $\geq$  45 ans

75 % si âge  $\geq$  50 ans

100 % si âge  $\geq$  55 ans

#### Siège :

0 % avant 25 ans

30 % si âge  $\geq$  30 ans

50 % si âge  $\geq$  35 ans

75 % si âge  $\geq$  40 ans

100 % si âge  $\geq$  45 ans

#### Profil de salaire

Les calculs ont été établis en tenant compte d'une augmentation moyenne de 3 % par an.

### **2.5.13. Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat net de tout remboursement. Si l'effet de la valeur de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent, et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

Une procédure de diagnostic immobilier impose un audit complet de l'immobilier concerné 4 ans avant l'échéance du bail. Les résultats de ce diagnostic permettent de décider s'il est opportun de ne pas renouveler le bail ou de renégocier le loyer avec le bailleur en cas de travaux importants. En fonction du résultat d'audit, des provisions pour travaux peuvent être constituées à la clôture de l'exercice.

### **2.5.14. Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise un instrument financier dérivé (collar) pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités financières et de sa politique de financement.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. La variation de la juste valeur de cet instrument est comptabilisée en coût de l'endettement financier de la période.

### **2.5.15. Emprunts portant intérêts**

Les emprunts produisant intérêts sont comptabilisés au coût amorti.

Les coûts des emprunts sont comptabilisés dans le coût de l'endettement financier, à l'exception de ceux relatifs au secteur de promotion immobilière, intégrés dans le coût de revient des opérations et activés selon le degré d'avancement.

Les emprunts sont ventilés en :

- passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture ;
- passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

### **2.5.16. Cautions résidents**

Les résidents présents dans les EHPAD, versent une caution à l'entrée, correspondant à environ 1 mois de facturation. Le Groupe estime le turn-over de ces résidents à 3 ans. Elles font par conséquent l'objet d'une actualisation sur 3 ans. Les écarts constatés entre la valeur versée et la valeur actualisée, sont comptabilisés en dans le coût de l'endettement financier ; les taux d'actualisation retenus sont de 3,74 % en 2005 et 4,01 % en 2006.

### **2.5.17. Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement sont reclassées en compte de régularisation passif non courant – produits constatés d'avance. Elles sont reprises au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

### **2.5.18. Dettes fournisseurs et autres créditeurs**

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

### **2.5.19. Reconnaissance des produits**

Activité Exploitation

Pour la partie chiffre d'affaires correspondant à l'hébergement, à la dépendance et aux autres produits, le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations. Le montant des encours à la clôture de l'exercice est valorisé au prix de vente.

L'enveloppe soins annuelle accordée dans le cadre des conventions tripartites correspond à des dépenses liées à la réalisation de prestations de soins. Si, en fin d'exercice, les dépenses soins ne sont pas suffisantes pour justifier l'enveloppe versée, le chiffre d'affaires correspondant est diminué d'autant, le reliquat susceptible d'être remboursé figurant en produits constatés d'avance.

#### Activité Immobilière

Pour accompagner le développement de son activité d'exploitant de maisons de retraite et de centres de soins de suite, le Groupe Noble Age est amené à effectuer des opérations immobilières de rénovation, agrandissement, constructions. Ces opérations sont réalisées à travers des sociétés foncières consolidées.

Le Groupe Noble Age est confronté à plusieurs types d'opérations immobilières, traitées différemment sur le plan comptable :

##### 1 - Cas des opérations de promotion sur des créations ou des extensions avec un promoteur extérieur

Le Groupe engage, à travers une société foncière, des coûts d'études et de faisabilité, qui sont refacturés ensuite à un promoteur externe au Groupe, avec un produit réalisé sur le contrat cédé. Tous les risques et avantages sont cédés au moment de la signature du contrat à ce promoteur externe. Le produit sur l'opération est enregistré à la signature du contrat.

##### 2- Cas des opérations de promotion sur des créations réalisées en interne

Le Groupe, à travers une société foncière, joue un rôle de promoteur. Dans ce cas, le produit sur l'opération n'est enregistré qu'à la livraison du bâtiment aux investisseurs, lorsque les risques et avantages leur sont transférés et non à la signature des contrats de vente avec les investisseurs (cas des ventes en VEFA)

##### 3 - Cas des opérations de promotion sur des réhabilitations d'immobiliers acquis par le Groupe

Le Groupe cède aussitôt (généralement sur une période < à 1 an) l'immobilier acquis, mais le prix de vente inclut des travaux de réhabilitation de l'existant. Dans ce cas, le produit est enregistré en comptabilité à l'avancement de l'opération. Le degré d'avancement est évalué par référence à l'acquisition et aux travaux exécutés.

#### **2.5.20. Détermination du résultat opérationnel courant**

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel courant est obtenu par différence des charges et produits avant impôts autres que :

- les éléments de nature financière ;
- les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- les résultats des activités arrêtées ou en cours de cession.

La participation des salariés est intégrée dans les charges de personnel.

Le résultat opérationnel est obtenu à partir du résultat d'exploitation, corrigé d'une part des autres produits et charges d'exploitation et d'autre part des autres produits et charges qui présentent un caractère inhabituel ou rare, à savoir :

- dépréciations d'écarts d'acquisition ou immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation,
- charges de restructuration,
- plus et moins values de cessions,
- charges et produits résultant de litiges significatifs.

#### **2.5.21. Impôt sur le résultat**

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des



éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est constitué :

- du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture,
- et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable. Ils sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs d'impôts différés potentiels attachés aux déficits reportables existant à la date d'acquisition, dont l'utilisation est probable, donne lieu à affectation lors de la détermination de l'écart d'acquisition.

La société Le Noble Age a opté pour le régime d'intégration fiscale vis à vis de certaines de ses filiales : Le Parc de la Plesse, le Parc de la Touques, l'Institut Médicalisé de Mar Vivo, Le Parc St Charles.

Chacune de ces sociétés calcule l'impôt dont elle est redevable et reverse ce montant à la société mère. Les économies d'impôt liées au régime de l'intégration fiscale restent allouées au Noble Age.

#### **2.5.22. Résultat par action**

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé du groupe par le nombre moyen pondéré d'action en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est calculé en supposant l'exercice de l'ensemble des options existantes.

#### **2.5.23. Information sectorielle**

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans un secteur d'activité spécifique, ou dans un environnement économique particulier, secteur géographique, exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe Noble Age est le secteur d'activité.

Il se décompose entre :

- l'activité médico-sociale : EHPAD,
- l'activité sanitaire : centres de Soins de Suite et de Réhabilitation (SSR),
- l'activité immobilière,
- autre activité.

Un second niveau d'information sectorielle a été déterminé à partir des zones géographiques :

- activité exercée en France,
- activité exercée en Belgique.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés pour les activités opérationnelles du secteur.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités du secteur qui sont directement attribuables ou qui peuvent être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.



### 3. Périmètre et méthode de consolidation

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts		Méthode	Siren/ n° entreprise	Siège social
<b>I- ACTIVITE EXPLOITATION :</b>						
LE NOBLE AGE	société mère				388 359 531	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Le Parc de Diane (SARL)	98,00%	98,00%			394 055 602	16 rue de la Fonderie, 44 200 Nantes
Le Parc de la Plesse	100,00%	100,00%			351 792 478	Lieu-dit La Plesse, 49 240 Avrillé
Le Parc de la Touques	100,00%	100,00%			421 178 740	Avenue Michel d'Ornano, Saint Arnout 14 800 Deauville
Institut Médicalisé de Mar Vivo	100,00%	100,00%			424 013 464	Ch. de Mar Vivo, aux 2 chênes, BP 232, 83 511 La Seyne s/Mer
Résidence Le Parc St Charles	100,00%	100,00%			428 670 319	14-16 rue du Moulin à Tan, 28 000 Chartres
La Chézalière	20,29%	20,29%	(1)		352 694 681	46 rue Condorcet, 44 100 Nantes
Asphodia	100,00%	100,00%			353 681 216	70 rue Paul Doumer, 91 330 Yerres
Sévigné	100,00%	100,00%			404 179 236	83 rue du Pont de Créteil, 94 100 St Maur des Fossés
Gerhome	100,00%	100,00%		I	403 291 123	23 rue Jules Lefèvre, 92 400 Courbevoie
Résidence Athéna	99,96%	99,94%		n	447 235 227	21 allée du Jacquemart, 1400 Nivelles, Belgique
LNA Belgique	99,98%	99,98%		t	479 787 635	8 rue de Champles, 1301 Bierges, Belgique
Résidence le Point du Jour	100,00%	99,98%		é	446 388 951	8 rue de Champles, 1301 Bierges, Belgique
Arcade de Fontenay	100,00%	100,00%		g	390 895 043	128 rue Boucicaud, 92 260 Fontenay aux Roses
Résidence Aigue-Marine	100,00%	100,00%		r	444 727 051	Cheamin de Reganeu, Quartier La Garduère, 83 150 Bandol
Résidence Harmonie	100,00%	100,00%		a	444 726 517	Ruelle des Masgons, 77 250 Moret sur Loing
Institut Médic. Bois de Vincennes	100,00%	100,00%		t	452 997 794	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Verger de Vincennes	100,00%	100,00%		i	443 419 783	21 avenue des Murs du Parc, 94 300 Vincennes
Jardins de Mar Vivo	100,00%	100,00%		o	442 055 570	104 ch de Mar Vivo, 2 chênes, BP 30 362, 83 512 La Seyne s/Mer
Institut Médicalisé de Serris	100,00%	100,00%		b	450 754 114	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Terrasses de Vincennes	100,00%	100,00%		a	484 434 113	21 avenue des Murs du Parc, 94 300 Vincennes
Résidence Creïsker	100,00%	100,00%		l	452 918 303	78 avenue de St Sébastien, 44 380 Pornichet
Résidence Marconi	100,00%	100,00%		e	478 951 585	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Résidence Beausoleil	100,00%	100,00%			450 989 678	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Verte Prairie	100,00%	100,00%			351 327 481	200 rue de la Calendro, route d'Eyguières, 13 300 Salon de Provence
Jardins d'Olonne	100,00%	100,00%	(2)		478 216 559	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Parc des Vignes	100,00%	100,00%	(3)		412 458 119	25 av d'Espagne 80000 Amiens
Woodside Residence SA	100,00%	99,98%	(3)		441 675 147	75 aven. Gal Ceuninck 1020 Bruxelles, Belgique
La Nouvelle Clinique de Thorigny	99,94%	99,94%	(3)		327 685 434	1 rue du Port - 77400 Thorigny sur Marne
Les Pléiades	100,00%	100,00%	(3)		445 348 923	rue Reine Jeanne, 83000 Toulon
Le Parc de la Cense	100,00%	99,98%	(2)		884 338 805	8 rue des Champles 1301 Wavre, Belgique
Résidence Les Joncas	100,00%	100,00%	(2)		388 359 531	7 Chemin du petit Mas, 13600 Martigues

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts		Méthode	Siren	Siège social
----------------	---------------	--------------	--	---------	-------	--------------

II - ACTIVITE IMMOBILIERE :						
Foncière GNA	100,00%	100,00%			438 910 275	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
LNA Services	51,00%	51,00%		I	442 082 863	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Foncière 94	100,00%	100,00%		n	440 237 113	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Foncière 83	100,00%	100,00%		t	438 811 986	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Foncière 44	100,00%	100,00%		é	448 638 668	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Romainville 93 (ex MV 941)	100,00%	100,00%		r	449 628 486	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Foncière Fontenay 92	100,00%	100,00%		a	444 726 913	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Foncière Bandol 83	100,00%	100,00%		i	448 931 147	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Foncière Moret 77	100,00%	100,00%		o	448 907 212	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Serris 77	100,00%	100,00%		n	449 149 020	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Salon 13	100,00%	100,00%		G	484 043 641	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Olonne 85	100,00%	100,00%		l	481 231 611	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Médica Foncière 64	100,00%	100,00%		o	481 506 632	6 rue des Saumonières, BP 32 336, 44 300 Nantes
Parkside Invest	100,00%	99,98%	(2)	b	881 606 373	8 rue des Champles 1301 Wavre, Belgique
Beechtree Invest SA	100,00%	99,98%	(3)	a	458 746 652	320 aven. George Henri 1020 Bruxelles, Belgique
				l		
				e		

(1) La société Sarl La Chézalière bien que détenue à 20.29 % est intégrée globalement compte tenu des éléments contractuels entre les deux sociétés et les modalités de direction.

(2) Sociétés nouvellement créés.

(3) Sociétés acquises courant 2006.

#### 4. Événements postérieurs à la clôture

L'établissement SAS La Gauloise situé à Marseille X (53 lits) a été repris le 28 février 2007, le Groupe finalisant les différents audits de reprise opérationnels et financiers.

Un processus de négociation est par ailleurs en cours pour l'acquisition d'un établissement de grande capacité situé dans le sud de la France.

Parallèlement à la mise en place d'une Unité Economique et Sociale, le Groupe prépare activement une opération d'ouverture du capital à destination de ses salariés, dans une limite de 300.000 titres créés conformément à l'autorisation donnée pour une durée de 18 mois par l'A.G. du 01 avril 2006. Les souscriptions de titres devraient intervenir avant la clôture des comptes semestriels et faire l'objet d'un large plan de communication sur le 2<sup>ème</sup> trimestre auprès des salariés des sociétés françaises.

## Notes sur les principaux postes des états financiers

Aucune modification significative des estimations n'est intervenue entre la période intermédiaire et la clôture de l'exercice.

### *Note 1. Charges de personnel*

<b>En milliers d'euros</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
Salaires et traitements	25 302	17 457
Charges sociales	9 267	6 405
Participations des salariés	187	224
<b>TOTAL</b>	<b>34 756</b>	<b>24 086</b>
	Dont Exploitation	23 550
	Dont Immobilier	536
<b>Effectifs par sexe</b>	<b>995</b>	<b>803</b>
Hommes	167	128
Femmes	828	675
<b>Effectifs par catégorie professionnelle</b>	<b>995</b>	<b>803</b>
Cadres et professions supérieurs	70	60
Employés	925	743

### *Note 2. Autres produits et charges d'exploitation*

<b>En milliers d'euros</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
Subvention d'exploitation	97	57
Transfert de charges	791	647
Autres Produits	15	200
<b>Produits opérationnels</b>	<b>903</b>	<b>904</b>
Autres charges	84	159
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>84</b>	<b>159</b>
<b>TOTAL</b>	<b>819</b>	<b>745</b>

Note 3. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Produits sur opération de gestion	45	67
Produits sur opération en capital	47	536
Autres produits	138	219
Reprises sur provisions	32	72
<b>Produits opérationnels</b>	<b>262</b>	<b>894</b>
Charges sur opération de gestion	134	12
Charges sur opération en capital	57	569
Autres charges	21	93
Dotations aux provisions	40	90
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>252</b>	<b>764</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>130</b>

Note 4. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Produits issus des placements financiers	176	98
Produits financiers issus juste valeur des actifs et passifs financiers		
- dépôts sur loyers	8	13
- cautions résidents	248	124
- instruments de couverture	10	
- VMP nantis	9	
Reprise de provisions à caractère financier		
Autres produits financiers	7	2
<b>Produits financiers</b>	<b>458</b>	<b>237</b>
Intérêts des dettes financières	1 117	585
Charges financières issues des placements	1	1
Charges financières issues juste valeur des actifs et passifs financiers		
- dépôts sur loyers	39	18
- cautions résidents	118	90
- instruments de couverture		2
<b>Charges financières</b>	<b>1 275</b>	<b>696</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(817)</b>	<b>(459)</b>
Dont Exploitation	(728)	(479)
Dont Immobilier	(89)	20

Note 5. Impôt sur les résultats

**1. Ventilation impôt exigible – impôt différé**

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Impôt exigible	1 430	1 023
Impôt différé	(171)	(310)
<b>TOTAL</b>	<b>1 259</b>	<b>713</b>

**2. Justification de la charge d'impôt**

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>3 395</b>	<b>2 631</b>
Taux d'impôt de la société consolidante	33.33%	33.83%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>1 132</b>	<b>890</b>
<b>Différences permanentes</b>	<b>127</b>	<b>-177</b>
- Charges somptuaires et amendes	13	10
- Autres décalages permanents de charges	-15	42
- Quote-part sur frais et charges imposables sur dividendes reçus	38	16
- Sociétés fiscalement transparentes	134	-91
- Déficits non activés	-22	
- Ecart de taux	-21	-154
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>1 259</b>	<b>713</b>
<b>Impôt comptabilisé (charge)</b>	<b>1 259</b>	<b>713</b>

Note 6. Résultat par action et résultat dilué par action

	31/12/2006	31/12/2005
<b>Résultat net part du groupe</b> (en milliers d'euros)	<b>2 345</b>	<b>1 396</b>
<b>Résultat par action avant dilution</b>		
Résultat par action (en euros)	<b>0.3353</b>	<b>0.2257</b>
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) (1)	6 993	6 185
<b>Résultat par action après dilution</b>		
Résultat par action (en euros)	<b>0.3353</b>	<b>0.2257</b>
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	6 993	6 185

(1) Au 31 décembre 2005, le nombre moyen d'actions en circulation prend en compte la division par action décidé par l'AGE du 01 avril 2006.

Le nombre moyen d'action en circulation au 31 décembre 2006 :  $(773 * 8) + (1260 * 209/365) + (175 * 179/365) = 6.993$

Le nombre moyen d'action en circulation au 31 décembre 2005 :  $(773 * 8) = 6.185$

## Note 7. Écarts d'acquisition

### 1. Variations des écarts d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2005	Acquisitions Dotations	Cessions	Autres Mouvements	31/12/2006
Secteur SSR		557			557
EHPAD	8 272	3 418			11 690
<b>Valeur Brute</b>	<b>8 272</b>	<b>3 975</b>			<b>12 247</b>
Perte de valeur					
<b>Valeur Nette</b>	<b>8 272</b>	<b>3 975</b>			<b>12 247</b>

### 2. Détail des acquisitions

En milliers d'euros	31/12/2006
Coût d'acquisition des titres	12 010
Achat de titres	11 603
Frais d'acquisition	407
Capitaux propres à la juste valeur à la date d'acquisition	8 035
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>3 975</b>
<b>Contribution de l'ent. acquise au résultat groupe depuis les dates d'acquisition</b>	<b>-60</b>
<b>Juste valeur des capitaux propres</b>	<b>31/12/2006</b>
Immobilisations incorporelles	8 149
Immobilisations corporelles	409
Immobilisations financières	192
Stock Exploitation	14
Stock Immobilier	4 532
Clients	848
Autres créances	959
Disponibilités	1 173
<b>Total Actif</b>	<b>16 276</b>
Provisions	78
Dettes	2 975
Impôts différés	3 284
Concours bancaires courants	1 904
<b>Total Passif</b>	<b>8 241</b>
<b>Juste valeur des capitaux propres</b>	<b>8 035</b>

Toutes ces informations sont données de façon globale car prises individuellement chaque opération de regroupement s'avère non significative.

Compte tenu du système d'information, il est difficile de présenter les produits et les résultats des entités acquises comme si la date d'acquisition pour les regroupements d'entreprises effectués pendant la période avait été à l'ouverture de cette période.

Au niveau des sociétés acquises après le 31 décembre 2006, les comptes à la date d'entrée dans le groupe ne sont pas définitivement arrêtés à ce jour, ne permettant pas le calcul des écarts d'acquisition et la détermination du prix d'acquisition.

## Note 8. Immobilisations incorporelles

### 1. Variations des immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2005	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètres	Autres Mouvements	31/12/2006
Concessions, brevets	304	31	1	4	-3	335
Autorisations d'exploiter	26 562	6 485		8 149		41 196
Autres immob. incorporelles	12					12
<b>Valeurs Brutes</b>	<b>26 878</b>	<b>6 516</b>	<b>1</b>	<b>8 153</b>	<b>-3</b>	<b>41 543</b>
Amort concessions, brevets	203	42		4	-3	246
Amort autres immob. incorporelles						
<b>Amortissements</b>	<b>203</b>	<b>42</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>-3</b>	<b>246</b>
Perte de Valeur						
<b>Valeurs Nettes</b>	<b>26 675</b>	<b>6 474</b>	<b>1</b>	<b>8 149</b>		<b>41 297</b>

L'ensemble des immobilisations incorporelles sont directement soit par voie de regroupement d'entreprise.

L'essentiel des immobilisations incorporelles acquises correspond aux autorisations d'exploitation dont la durée de vie a été considérée comme indéfinie. Bien que les autorisations soient accordées en principe pour une durée de 15 ans, elles se renouvellent par tacite reconduction sauf en cas de non respect de la réglementation.

Il n'existe aucune immobilisation incorporelle dont la propriété est soumise à restriction.

Aucune immobilisation incorporelle n'a été acquise au moyen de subvention publique.

### 2. Variations des autorisations d'exploiter

En milliers d'euros	31/12/2005	Acquisitions	Cessions	Var. Périmètres	31/12/2006
Secteur SSR	1 968			2 900	4 868
Secteur EHPAD	24 594	6 485		5 249	36 328
<b>Autorisations d'exploiter</b>	<b>26 562</b>	<b>6 485</b>	<b>0</b>	<b>8 149</b>	<b>41 196</b>

## Note 9. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2005	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements (*)	31/12/2006
Terrain	42	1		17		60
Constructions	2 115	561		157	1 032	3 865
Installations techniques	511	93	2	236	-13	825
Autres immobilisations corporelles	4 756	2 176	86	1 295	-393	7 748
Autres immob. corpor. en loc.	205	104	30			279
Immobilisations en cours	723	737	6		-1 210	244
Avances et acomptes	757					757
<b>Valeur brutes</b>	<b>9 109</b>	<b>3 672</b>	<b>124</b>	<b>1 705</b>	<b>-584</b>	<b>13 778</b>
Terrain	26	3		4		33
Constructions	593	249		142	-124	860
Installations techniques	282	59	1	157	-30	467
Autres immobilisations corporelles	2 049	649	51	993	-378	3 262
Autres immob. corporelles en loc.	68	42	16			94
<b>Amortissements</b>	<b>3 018</b>	<b>1 002</b>	<b>68</b>	<b>1 296</b>	<b>-532</b>	<b>4 716</b>
Perte de valeur						
<b>Valeurs nettes</b>	<b>6 091</b>	<b>2 670</b>	<b>56</b>	<b>409</b>	<b>-52</b>	<b>9 062</b>

(\*) Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste.

Il n'existe aucune restriction concernant les titres de propriété d'immobilisations corporelles.

## Note 10. Immobilisations financières

### 1. Variations des immobilisations financières

En milliers d'euros	31/12/2005	Acquisitions	Diminutions	Variations de périmètre	Autres Mouvements (3)	31/12/2006
Titres de participations	23		7			16
Titres disponibles à la vente (1)	303					303
Créances rattachées	44	58	44			58
Prêts	14	1	6			9
Dépôts et cautionnements	323	115	116	198	(36)	484
Autres immobilisations financières	3	85			5	93
Sicav nanties (2)	300				9	309
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 010</b>	<b>259</b>	<b>173</b>	<b>198</b>	<b>(22)</b>	<b>1 273</b>
Provision				6		6
<b>Valeurs nettes</b>	<b>1 010</b>	<b>259</b>	<b>173</b>	<b>192</b>	<b>(22)</b>	<b>1 267</b>



Echéancier	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Valeurs brutes au 31/12/2006	215	177	881	1 273

- (1) Titres de la SC Financière Vertavienne 44 détenus par Sarl La Chézalière destinés à la vente, évalués au coût d'acquisition. Il n'existe aucun contrat entre le groupe et cette société.
- (2) Des Sicav nantis à hauteur de 300 milliers d'euros au profit de la Caisse d'épargne ont été reclassées en immobilisation financière.
- (3) Les autres mouvements correspondent à des reclassements de compte à compte et à la juste valeur des immobilisations financières.

## 2. Détail des titres de participation et non consolidés

En milliers d'euros	31/12/2005		31/12/2006	
	Titres	Créances	Titres	Créances
Sarl Jardins d'Olonne			7.5	1
SARL Untxin	7.5		7.5	
SARL Berges du Danube	7.5		7.5	
SA Medica Foncière 49	Pour mémoire	2	Pour mémoire	17
SA Medica Foncière 14	Pour mémoire		Pour mémoire	
SA Medica Foncière 28	1	56	1	21
SNC Médica Foncière				5
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>58</b>	<b>23</b>	<b>44</b>

Les sociétés Sarl Untxin, Berges du Danube ne sont pas consolidées car nouvellement créées et sans activité à ce jour. Les sociétés Médica Foncière 49, Médica Foncière 14 et Médica Foncière 28 ne sont pas consolidées du fait d'une participation non significative, de l'absence de contrôle, de risques et avantages liés à ces sociétés ou aux biens qu'elles détiennent directement ou indirectement par le Groupe le Noble Age.

### Note 11. Impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2005	Résultat	Autres mouvements (2)	31/12/2006
Impôts différés actifs	307	115	3	424
Impôts différés passifs (1)	6 684	(56)	3 284	9 912
<b>Impôts différés nets</b>	<b>(6 377)</b>	<b>171</b>	<b>(3 281)</b>	<b>(9 488)</b>

Echéancier au 31/12/2006	< 12 mois	> 12 mois	Total
Impôts différés nets	87	9 401	9 488

En milliers d'euros	31/12/2005	Produits	Charges	Autres mouvements (2)	31/12/2006
Déficits activés	675	272		116	1 063
Divergences fiscales	127	5		6	138
Opérations de retraitements	(168)		114	15	(267)
Autorisations d'exploiter	(7 011)	7		(3 418)	(10 422)
<b>Impôts différés nets</b>	<b>(6 377)</b>	<b>284</b>	<b>114</b>	<b>(3 281)</b>	<b>(9 488)</b>

(1) Les impôts différés passifs sont comptabilisés en provisions pour risques et charges.

(2) Dont impôts différés passifs liés aux variations de périmètre : (3 281) K€.

#### Note 12. Stocks et en-cours de production

En milliers d'euros		31/12/2006	31/12/2005
Matières premières	Exploitation	431	272
En cours biens	Immobilier	10 761	3 323
Produits finis	Immobilier	149	909
<b>Valeur brutes</b>		<b>11 341</b>	<b>4 504</b>
Dépréciations	Immobilier	118	4
	Exploitation	10	
<b>Valeur nette</b>		<b>11 213</b>	<b>4 500</b>
	Exploitation	421	272
	Immobilier	10 792	4 228

Les encours de production correspondent aux coûts engagés sur les opérations immobilières selon le niveau d'avancement. Les produits finis ont également trait aux opérations immobilières à hauteur de lots achevés mais non vendus. Aucun stock n'est donné en nantissement de la dette.

Le montant des stocks dont le Groupe s'attend à recouvrer au-delà de 12 mois s'élève à 1.037 milliers d'euros à la clôture et à 3.167 milliers d'euros à l'exercice précédent.

Les provisions pour dépréciation de stocks s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2005	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Var. Périm.	31/12/2006
Provision pour dépréciation	4	118	4		10	128

Note 13. Clients et comptes rattachés

En milliers d'euros		31/12/2006	31/12/2005
Valeurs brutes		<b>11 895</b>	<b>10 659</b>
	Dont Exploitation	2 981	1 719
	Dont Immobilier	8 914	8 940
Dépréciations		<b>137</b>	<b>111</b>
	Dont Exploitation	137	111
	Dont Immobilier		
<b>Valeurs nettes</b>		<b>11 758</b>	<b>10 548</b>
	Dont Exploitation	2 844	1 608
	Dont Immobilier	8 914	8 940

Toutes les créances clients sont à échéance à moins d'un an.

Les provisions pour dépréciation des comptes clients s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2005	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Var. Périm.	31/12/2006
Provision pour dépréciation	111	63	50		13	137

Note 14. Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros		31/12/2006	31/12/2005
Créances sociales		<b>10</b>	<b>18</b>
	Dont Exploitation	10	18
	Dont Immobilier		
Créances fiscales hors IS		<b>2 065</b>	<b>1 246</b>
	Dont Exploitation	983	454
	Dont Immobilier	1 082	792
Créances IS		<b>445</b>	<b>368</b>
	Dont Exploitation	445	368
	Dont Immobilier		
Autres créances diverses		<b>756</b>	<b>437</b>
	Dont Exploitation	732	437
	Dont Immobilier	24	
Charges constatées d'avance		<b>360</b>	<b>177</b>
	Dont Exploitation	359	177
	Dont Immobilier	1	
<b>Valeurs brutes</b>		<b>3 636</b>	<b>2 246</b>
Dépréciations		7	
<b>Valeurs nettes</b>		<b>3 629</b>	<b>2 246</b>
	Dont Exploitation	2 522	1 454
	Dont Immobilier	1 107	792

Toutes les créances et comptes de régularisation sont à une échéance inférieure à un an.

Les provisions pour dépréciation des autres créances et comptes de régularisation s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2005	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Var. Périm.	31/12/2006
Provision pour dépréciation		7				7

*Note 15. Valeurs mobilières de placement et disponibilités*

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement	1 489	84
Provisions pour dépréciation		
<b>VMP (valeur nette)</b>	<b>1 489</b>	<b>84</b>
	Dont Exploitation	77
	Dont Immobilier	7
	264	
	1 225	
<b>Disponibilités</b>	<b>18 038</b>	<b>7 954</b>
	Dont Exploitation	4 422
	Dont Immobilier	3 532
	15 124	
	2 914	
<b>Total VMP et Disponibilités</b>	<b>19 527</b>	<b>8 038</b>
	Dont Exploitation	4 499
	Dont Immobilier	3 539
	15 388	
	4 139	

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des Sicav monétaires et sont évaluées à la juste valeur. L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est constaté en résultat.

La trésorerie du groupe s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>4 077</b>	<b>6 167</b>
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	8 038	7 566
Concours bancaires courants	3 961	1 399
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>14 301</b>	<b>4 077</b>
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	19 527	8 038
Concours bancaires courants	5 226	3 961
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>10 224</b>	<b>(2 090)</b>

## Note 16. Capitaux propres du Groupe

### 1. Composition du capital social

Au 31 décembre 2006, le montant du capital social de la société Le Noble Age s'élève à 15 241 094 euros, soit 7 620 547 actions de 2 euros de valeur nominale.

#### 1.1. Augmentation de capital

Depuis janvier 2006, les opérations sur le capital sont les suivantes :

- Au 6 juin 2006, augmentation de capital par incorporation de réserves de 579 886,50 euros et élévation de la valeur nominale des titres arrondie de 15,25 à 16 euros. Le capital est porté de 11 791 025,50 euros à 12 370 912 euros,
- Au 6 juin 2006, division de la valeur nominale des actions par huit afin de la ramener de 16 euros à 2 euros par actions,
- Le 6 juin 2006, fusion par absorption de la société Financière Holding Santé (FHS) par la société Le Noble Age. Le capital de la société a été augmenté de 3 876 224 euros, par la création de 1 938 112 actions nouvelles de 2 euros de valeur nominale chacune entièrement libérées et attribuées aux actionnaires de la société FHS, à raison de 18,013 actions de la société Le Noble Age contre 1 action de FHS. Cette augmentation de capital a été suivie d'une réduction du capital de 3 876 224 euros par voie d'annulation des 1 938 112 actions de la société Le Noble Age qui étaient comprises dans le patrimoine transmis par FHS. Le capital de la société Le Noble Age a ainsi été ramené à 12 370 912 euros, divisé en 6 185 456 actions de 2 euros de nominal chacune. La différence entre la valeur d'apport des 1 938 112 actions Le Noble Age annulées et la valeur nominale de ces actions a été imputée sur la prime de fusion qui s'est ainsi trouvée ramenée à zéro.
- Au 6 juin 2006, augmentation de capital par émission de 1 260 000 actions nouvelles de 2 euros de valeur nominale. Le capital social est porté de 12 370 912 euros à 14 890 912 euros.
- Au 5 juillet 2006, la société Le Noble Age a exercé l'option de sur allocation en augmentant son capital de 350 182 euros par l'émission de 175 091 actions nouvelles. Le capital est porté de 14 890 912 euros à 15 241 094 euros, soit 7 620 547 actions de 2 euros de valeur nominale.

#### 1.2. Prime d'émission

La prime d'émission de la société Le Noble Age s'élève à 10 756 743 euros à la clôture correspondant à :

- l'augmentation de capital constatée par le Conseil d'Administration en date du 5 juillet pour un montant de 10 080 000 euros,
- l'option de sur allocation pour un montant de 1 400 728 euros,
- aux frais, droits et honoraires et impôts liés aux opérations d'introduction en bourse de 723 985 euros.

### 2. Actions Propres

Au 31 décembre 2006, le groupe Le Noble Age détenait 2080 actions propres, qui viennent en déduction des réserves consolidés pour un montant de 32 milliers d'euros.

### 3. Dividendes

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Dividendes comptabilisés au cours de la période comme distribut.aux actionnaires	Néant	Néant
Dividendes proposés et non comptabilisés	Néant	Néant

#### 4. Titres par catégories

	31/12/2006	31/12/2005
Nombre total d'actions	7 620 547	773 182
Nombre total d'actions émises et entièrement libérées	7 620 547	773 182
Nombre total d'actions émises et non entièrement libérées	aucune	aucune
Nombre total d'actions ordinaires	3 287 808	22 694
Nombre total d'actions à droit de vote double	4 332 739	750 488
Valeur nominale en euro de l'action	2	15.25
Capital social en euros	15 241 094	11 791 025
Actions de la société détenues par le groupe	2 080	

#### Note 17. Engagements de retraite et avantages assimilés

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005		
<b>Engagements à l'ouverture</b>	<b>192</b>	<b>139</b>		
Variations de périmètre	78	9		
Coûts des services rendus	42	24		
Coût financier	7	5		
Gains et pertes actuariels	(6)	15		
Dont variations actuarielles	28	16		
Dont nouvelles entrées	4	28		
Dont sorties de l'exercice	(38)	(31)		
<b>Engagements à la clôture</b>	<b>313</b>	<b>192</b>		
<b>Echéancier</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>&gt; 1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
Engagements	22	201	90	313

Indicateurs	31/12/2006	31/12/2005
Taux d'actualisation	4,01%	3,74%
Evolution des salaires	3%	3%
Table de mortalité	INSEE 2005	INSEE 2004
Age de Départ	60 ans	60 ans
Taux de charges sociales	31%	31%
Modalité de Départ	Volontaire	Volontaire

Note 18. Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	31/12/2005	Dotations	Reprises (*)	Variation de périmètre	31/12/2006
Litiges sociaux	189	109	137		161
Autres provisions pour charges	4		4		
<b>TOTAL</b>	<b>193</b>	<b>109</b>	<b>141</b>		<b>161</b>

(\*) Dont reprises de provisions utilisées : 57 K€.

Ces postes n'enregistrent aucun avantage à long terme et aucune indemnité de fin de contrat. Les provisions pour risques et charges concernent des contentieux en cours. Les échéances de ces contentieux interviendront pour la plupart en 2007. Les montants provisionnés ont été définis au cas par cas entre les services concernés du groupe et l'avocat en charge de ces dossiers. Par ailleurs, aucun remboursement n'est attendu et aucun actif n'a été comptabilisé. Compte tenu des échéances des provisions, il n'existe pas d'actualisation.

Note 19. Emprunts et dettes financières non courants

En milliers d'euros	31/12/2005	Souscription	Rembours	Var. Périmètre	31/12/2006
Emprunts auprès des établt de crédits	15 375	14 028	5 053	356	24 706
Cautions résidents	1 330	302		327	1 959
Autres dettes financières diverses		154			154
Contrats de location financement	95	104	81		118
<b>TOTAL</b>	<b>16 800</b>	<b>9 454</b>		<b>683</b>	<b>26 937</b>

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
De plus de 1 an à 5 ans	15 522	16 800
Supérieur à 5 ans	11 415	
<b>TOTAL</b>	<b>26 937</b>	<b>16 800</b>
	Dont Exploitaion	26 937
	Dont Immobilier	16 800

Note 20. Autres éléments non courants

Les autres éléments non courants concernent des subventions d'investissement associés à des immobilisations dont leurs reprises sont liées aux rythmes des actifs associés. Ces subventions d'investissement s'élèvent à 500 milliers d'euros au 31 décembre 2006 et à 475 milliers d'euros à la clôture précédente.

Note 21. Emprunts et dettes financières courants

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Emprunts auprès des établissements de crédits	4 430	1 956
Cautions résidents	979	667
Autres dettes financières diverses	124	286
Contrats de location financement	66	41
Concours bancaires courants (1)	5 226	3 961
Intérêts courus non échus	140	20
<b>TOTAL</b>	<b>10 965</b>	<b>6 931</b>
Dont Exploitation	5 696	3 003
Dont Immobilier	5 269	3 928

(1) Les concours bancaires courants s'élèvent à 5 221 milliers d'euros pour l'activité immobilière au 31 décembre 2006.

La structure de l'endettement liée aux emprunts sur établissement de crédit se présente comme suit :

Capital restant dû (En milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Prêts à taux fixe	14 319	3 681
Prêts à taux variable couvert	2 573	3 307
Prêts à taux variable non couvert	12 244	10 343
<b>TOTAL EMPRUNTS GROUPE</b>	<b>29 136</b>	<b>17 331</b>
Dont non courant	24 706	15 375
Dont courant	4 430	1 956

Tous ces éléments figurent au coût historique à l'exception des cautions résidents actualisés :

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Cautions résidents à la valeur historique	3 276	2 179
Cautions résidents à la valeur actualisée	2 938	1 997
<b>Impact de la juste valeur</b>	<b>338</b>	<b>182</b>



## Note 22. Autres dettes et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Fournisseurs d'immobilisations	47	165
Dont Exploitation	47	140
Dont Immobilier		25
Dettes fiscales hors IS	3 240	2 125
Dont Exploitation	1 526	938
Dont Immobilier	1 714	1 187
Impôt société exigible	292	232
Dont Exploitation	242	225
Dont Immobilier	50	7
Dettes sociales	5 896	3 890
Dont Exploitation	5 872	3 825
Dont Immobilier	24	65
Autres dettes diverses	537	195
Dont Exploitation	537	195
Dont Immobilier		
Produits constatés d'avance	10 426	4 206
Dont Exploitation	166	347
Dont Immobilier	10 260	3 859
<b>TOTAL</b>	<b>20 438</b>	<b>10 813</b>
Dont Exploitation	8 390	5 670
Dont Immobilier	12 048	5 143

Toutes les autres dettes et comptes de régularisation sont à une échéance inférieure à un an.

## Note 23. Instruments financiers

Le groupe Noble Age a souscrit un collar indexé sur l'Euribor 3 mois pour couvrir une partie de son endettement à taux variable. Ce collar a pour limite inférieur le taux de 2,20 % et pour limite supérieure le taux de 3,60 %.

La période de couverture s'étend du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2008.

La juste valeur de l'instrument au 31/12/2006 s'élève à 13 milliers d'euros.

## Note 24. Contrats de construction

Pour les opérations de promotion classés dans la catégorie 3, les impacts dans le compte de résultat et au bilan s'établissent ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Produits comptabilisés	4 785	4 785
Pourcentage d'avancement retenu	70%	70%
Montant des travaux en cours	13	13
Coût total de l'opération	6 513	6 513
Coûts engagés	4 572	4 572
Marge globale attendue	300	300
Marge comptabilisée	210	210
Montant dû par les clients	5 474	5 474
Produits constatés d'avance	232	232

## Note 25. Engagements hors bilan

### 1. Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Cautions Noble Age données sur montants initiaux des emprunts	15 195	9 433
Nantissement de fonds calculés sur le capital restant dû des emprunts	14 759	9 005
Nantissement de titres s/ stés consolidées calculés sur le capital restant dû des emprunts	12 405	9 497
Nantissement des valeurs mobilières de placements	300	300
Privilèges de prêteur de deniers	88	88
Garanties données sur les prêts promoteur	11 371	9 500
Cautions Noble Age	3 371	2 000
Hypothèques et Privilèges de prêteur de deniers	8 000	7 500
Garanties données sur les loyers	1 198	1 056
Cautions bancaires aux propriétaires immobiliers	632	490
Cautions Noble Age aux propriétaires immobiliers	566	566
Engagements contractuels pour acquisition d'immobilisations incorporelles	Néant	Néant
Engagements contractuels pour acquisition d'immobilisations corporelles	2 373	Néant
<b>Engagements donnés (non actualisés)</b>	<b>57 689</b>	<b>38 879</b>
Cautions bancaires	1 401	
<b>Engagements reçus (non actualisés)</b>	<b>1 401</b>	

### 2. Contrats de location simple

Ensembles immobiliers (en milliers d'euros)	31/12/2006	31/12/2005
Montant des loyers comptabilisés sur l'exercice	11 956	8 322
Loyers à moins d'un an	15 538	10 906
Loyers à plus d'un an et moins de 5 ans	55 815	48 016
Loyers à plus de 5 ans	60 266	64 215
<b>Total des paiements minimaux futurs (non actualisés)</b>	<b>131 618</b>	<b>123 136</b>

### 3. Contrats de location financement

Contrats de location financement	31/12/2006	31/12/2005
Valeur d'origine des biens en location	278	205
Loyers conditionnels comptabilisés	50	41
Loyers restant à payer	217	151
à moins d'un an	66	46
de un à 5 ans	151	105
à plus de 5 ans		
Restrictions contractuelles	Néant	Néant

#### 4. Actifs et passifs éventuels

	31/12/2006	31/12/2005
Actifs éventuels	Néant	Néant
Passifs éventuels	Néant	Néant

#### 5. Droit Individuel à la Formation (DIF)

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle continue, les salariés des sociétés françaises du groupe sous contrat de travail à durée indéterminée bénéficient d'un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par an, cumulable sur une période de six ans. Au terme de ce délai de six ans, et à défaut de son utilisation de tout ou partie, le DIF est plafonné à cent vingt heures.

Le compteur de Droit Individuel à la Formation s'établit avec les données individuelles de chaque salarié sur chaque sur chacun des établissements sur la période 2004,2005 et 2006 à l'exception des sociétés suivantes :

les quatre sociétés acquises en 2006, soit Parc des Vignes, La Nouvelle Clinique de Thorigny, Les Pléiades.

Jardins de MarVivo, Verte Prairie, Verger de Vincennes et Terrasses de Vincennes (ouvertes en 2005), Pour lesquelles les droits 2004 et 2005 ont été reconstitués selon une approche statistique dans l'attente de la finalisation des travaux.

Le droit individuel à la formation s'élève à la clôture à 32 218 heures valorisées à 288 milliers d'euros (base : taux de salaire net par salarié).

## Note 26. Autres informations

### 1. Information sectorielle

#### 1.1. Premier niveau par secteur d'activité

En milliers d'euros - 31/12/2006	EHPAD	SSR	Immobilier	Autres	Elimin	TOTAL
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>						
Chiffre d'affaires	58 948	7 315	8 988	4 787	-5 887	74 151
Ventes inter activités	-526	-196	-543	-4 622	5 887	
Chiffre d'affaires externe	58 422	7 119	8 444	165		74 151
Résultat opérationnel	3 083	479	639	11		4 211
Résultat net	1 764	222	354	-204		2 136
Marge brute d'autofinancement	2 262	380	306	-59		2 889
<b>BILAN</b>						
Ecart d'acquisition	11 690	557				12 247
Actifs sectoriels	58 563	8 687	20 839	2 386		90 475
Passifs sectoriels	9 853	1 718	13 611	1 417		26 599
IDP sur autorisation d'exploiter	9 772	650				10 422
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>						
Acquisitions immob. incorporelles	12 709	1 950		6		14 665
Acquisitions immob. corporelles	3 226	679	21	155		4 081
Amortissements et dépréciations	685	215	6	148		1 054
Pertes de valeur						0
Résultat sans contrepartie de trésorerie	-188	-56	-237	180		-301

En milliers d'euros - 31/12/2005	EHPAD	SSR	Immobilier	Autres	Elimin	TOTAL
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>						
Chiffre d'affaires	40 993	5 028	20 246	3 154	-3 349	66 072
Ventes inter activités	-281	-75	-144	-2 849	3 349	
Chiffre d'affaires externe	40 712	4 953	20 102	305		66 072
Résultat opérationnel	5 536	664	264	-3 374		3 090
Résultat net	4 406	444	188	-3 120		1 918
Marge brute d'autofinancement	4 572	586	193	-3 025		2 326
<b>BILAN</b>						
Ecart d'acquisition	8 272					8 272
Actifs sectoriels	38 017	5 034	13 975	2 317		59 343
Passifs sectoriels	6 821	1 090	8 024	965		16 900
IDP sur autorisations d'exploiter	7 011					7 011
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>						
Acquisitions immob. incorporelles	3 571	7		55		3 633
Acquisitions immob. corporelles	4 926	878	2	908		6 714
Amortissements et dépréciations	419	138	5	121		683
Pertes de valeur						0
Résultat sans contrepartie de trésorerie	-254	3		-25		-276

## 1.2. Second niveau par secteur géographique

En milliers d'euros	31/12/2006			31/12/2005		
	France	Belgique	Total	France	Belgique	Total
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>						
Chiffre d'affaires externe	66 669	7 482	74 151	61 632	4 440	66 072
<b>BILAN</b>						
Ecart d'acquisition	9 494	2 753	12 247	7 373	899	8 272
Actifs sectoriels	62 890	15 827	78 717	55 218	4 409	59 627
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>						
Acquisitions immobilisations incorporelles	9 866	4 799	14 665	3 182	451	3 633
Acquisitions immobilisations corporelles	3 800	281	4 081	6 388	326	6 714

## 2. Entreprises liées

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
<b>Charges</b>		
Loyer	2 515	2 407
Assistance technique et mandat de vente	364	740
<b>Produits</b>		
Ventes - travaux facturés	118	135
Mandat d'assistance gestion	6	1
<b>Bilan</b>		
Clients	10	25
Fournisseurs	146	571

## 3. Rémunération des dirigeants

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
Rémunérations allouées	378	270
Jetons de présence	13	8
<b>TOTAL</b>	<b>391</b>	<b>278</b>

## 4. Notes sur le tableau de flux de trésorerie

En milliers d'euros	31/12/2006	31/12/2005
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	2 889	2 326
Impôts société	1 430	1 025
Coût endettement financier net	817	459
<b>Marge brute d'autofinancement avant IS et endettement financier</b>	5 136	3 810
Impôt société payé	-1 374	-980
Coût financier payé	-704	-465
Variation du Besoin de fonds de roulement	4 647	-1 215
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>7 705</b>	<b>1 150</b>

## LES COMPTES SOCIAUX

## 1 - Bilan Actif

	Brut	Amort.Dépr.	31/12/06	31/12/05
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Cessions, brevets, droit similaire	85 924	52 163	33 760	48 517
Fonds commercial	51 900		51 900	51 900
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/Immo. Incorp.				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, Mat. Outil.				
Autres immobilisations corporelles	456 559	182 884	273 675	289 430
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	756 738		756 738	756 738
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées				
Autres participations	23 085 305		23 085 305	16 140 863
Créances rattachées à des particip.	17 336 169		17 336 169	9 460 190
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	47 700		47 700	36 156
<b>TOTAL (I)</b>	<b>41 820 297</b>	<b>235 048</b>	<b>41 585 249</b>	<b>26 783 797</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières approvision.				
En cours de productions de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances & ac. versés/commandes	13 326		13 326	56 459
<b>Créances</b>				
Clients comptes rattachés	645 032		645 032	421 590
Autres créances	476 045		476 045	613 281
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement	414 511		414 511	300 011
Disponibilités	5 861 817		5 861 817	1 501 992
<b>Comptes de régularisations</b>				
Charges constatées d'avance	36 137		36 137	26 540
<b>TOTAL (II)</b>	<b>7 446 871</b>		<b>7 446 871</b>	<b>2 919 876</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler(III)				
Primes de rembt obligations (IV)				
Écart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>49 267 169</b>	<b>235 048</b>	<b>49 032 121</b>	<b>29 703 674</b>



## 11 - Bilan passif

	31/12/06	31/12/05
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	15 241 094	11 791 025
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	10 756 743	
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	307 233	280 435
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 579 978	3 650 719
Report à nouveau		- 137 278
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)</b>	<b>2 361 150</b>	<b>673 222</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>32 246 200</b>	<b>16 258 124</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 923 359	7 769 335
Emprunts et dettes financières divers	2 275 523	4 730 062
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		9 173
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	516 047	301 201
Dettes fiscales et sociales	976 996	499 987
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43 715	101 400
Autres dettes	50 278	34 389
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>16 785 920</b>	<b>13 445 549</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>49 032 121</b>	<b>29 703 674</b>

### III - Compte de résultat

	du 01/01/06	%	du 01/01/05	%	Variation en	
	au 31/12/06	CA	au 31/12/05	CA	valeur absolue	%
Ventes marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	4 447 422	100,00	2 956 836	100,00	1 490 585	50,41
<b>Chiffres d'affaires net</b>	<b>4 447 422</b>	<b>100,00</b>	<b>2 956 836</b>	<b>100,00</b>	<b>1 490 585</b>	<b>50,41</b>
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprise am.& prov. transfert de charges	385	0,01	1 493	0,05	- 1 108	-74,22
Autres produits (1)	196		2		193	NS
<b>Total produits d'exploitation (2)</b>	<b>4 448 003</b>	<b>100,01</b>	<b>2 958 332</b>	<b>100,05</b>	<b>1 489 671</b>	<b>50,36</b>
Achats marchandises						
Variation stock marchandises						
Achats matières prem. & autres approv.						
Variation stock mat. prem. & appro.						
Autres achats et charges externes (3)	2 454 690	55,19	2 030 874	68,68	423 815	20,87
Impôt, taxes et versements assimilés	168 540	3,79	154 334	5,22	14 205	9,20
Salaires & traitements	1 940 444	43,63	1 423 949	48,16	516 495	36,27
Charges sociales	857 556	19,28	626 991	21,20	230 565	36,77
Dotations aux am. sur Immobilisations	96 339	2,17	77 069	2,61	19 270	25,00
Dotations aux dépr. sur Immobilisations						
Dotations aux dépréciations sur actif circulant						
Dotations aux provisions						
Autres charges	16 860	0,38	6 313	0,21	10 547	167,06
<b>Total charges d'exploitation (4)</b>	<b>5 534 431</b>	<b>124,44</b>	<b>4 319 532</b>	<b>146,09</b>	<b>1 214 899</b>	<b>28,13</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 1 086 427</b>	<b>-24,43</b>	<b>- 1 361 200</b>	<b>-46,04</b>	<b>274 772</b>	<b>20,19</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée bénéfice transféré						
Produits financiers de participations (5)	3 855 343	86,69	1 769 075	59,83	2 086 267	117,93
Produits des autres vmp & créances.(5)	327 159	7,36	136 309	4,61	190 849	140,01
Autres intérêts & produits assimilés (5)	1 700	0,04			1 700	
Reprises sur dépr. et prov., trf. de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de v.m.p.	121 144	2,72	22 120	0,75	99 024	447,67
<b>Total des produits financiers</b>	<b>4 305 346</b>	<b>96,81</b>	<b>1 927 504</b>	<b>65,19</b>	<b>2 377 842</b>	<b>123,36</b>
Dotations fin. aux am., dépr. & prov.						
Intérêts & charges assimilés (6)	734 356	16,51	259 257	8,77	475 098	183,25
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de v.m.p.						
<b>Total des charges financières</b>	<b>734 356</b>	<b>16,51</b>	<b>259 257</b>	<b>8,77</b>	<b>475 098</b>	<b>183,25</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>3 570 990</b>	<b>80,29</b>	<b>1 668 247</b>	<b>56,42</b>	<b>1 902 743</b>	<b>114,06</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>2 484 562</b>	<b>55,87</b>	<b>307 047</b>	<b>10,38</b>	<b>2 177 515</b>	<b>709,18</b>

## Compte de résultat (suite)

	du 01/01/06	%	du 01/01/05	%	Variation en	
	au 31/12/06	CA	au 31/12/05	CA	valeur absolue	%
Pdts except. sur opérations de gestion	6 680	0,15			6 680	
Pdts except. sur opérations en capital	27 483	0,62	50 430	1,71	- 22 946	-45,50
Reprises sur dépr. et prov. & trfts de charges						
<b>Total produits exceptionnels (7)</b>	<b>34 163</b>	<b>0,77</b>	<b>50 430</b>	<b>1,71</b>	<b>- 16 266</b>	<b>-32,25</b>
Charges except sur op. de gestion (6 bis)	651	0,01	17 526	0,59	- 16 874	-96,28
Charges except. sur opérations en capital	26 403	0,59	59 759	2,02	- 33 355	-55,82
Dotations except. aux amort., dépr. & prov.						
<b>Total charges exceptionnelles(7)</b>	<b>27 054</b>	<b>0,61</b>	<b>77 285</b>	<b>2,61</b>	<b>- 50 230</b>	<b>-64,99</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>7 108</b>	<b>0,16</b>	<b>- 26 855</b>	<b>-0,91</b>	<b>33 964</b>	<b>126,47</b>
Part. des sal. aux résultats de l'entreprise						
Impôts sur les bénéfices	130 520	2,93	- 393 030	-13,29	523 551	133,21
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>8 787 514</b>	<b>197,59</b>	<b>4 936 267</b>	<b>166,94</b>	<b>3 851 247</b>	<b>78,02</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>6 426 364</b>	<b>144,50</b>	<b>4 263 045</b>	<b>144,18</b>	<b>2 163 319</b>	<b>50,75</b>
<b>BENEFICE OU PERTE (Total des produits – Total des charges)</b>	<b>2 361 150</b>	<b>53,09</b>	<b>673 222</b>	<b>22,77</b>	<b>1 687 928</b>	<b>250,72</b>
(1) Produits nets partiels sur opérations à long terme						
(2) Produits de locations immobilières						
(2) Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler en (8))						
(3) Crédit bail mobilier					44 687	36 601
(3) Crédit bail immobilier						
(4) Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler en (8))						17 106
(5) Produits concernant les entreprises liées						
(6) Intérêts concernant les entreprises liées						
(6bis) Dons faits aux organismes d'intérêt général						
(9) Transfert de charges					385	1 493
(10) Cotisations pers. expl. (Primes et cot.)						
(11) redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)						
(12) redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)						
<b>(7) Détail des produits et charges exceptionnels</b>	Exercice N					
	charges except.		produits except.			
CONTRAVENTIONS	651					
VNC IMMO CEDEES	26 403					
PRODUITS DE CESSION ACTIF CORPOREL			27 480			
Total	27 054		27 480			
<b>(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs</b>	Exercice N					
	charges antérieures			produits antérieurs		

## IV-Soldes intermédiaires de gestion

	du 01/01/06	%	du 01/01/05	%	Variation en	
	au 31/12/06	CA	au 31/12/05	CA	valeur absolue	%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>4 447 422</b>	<b>100,00</b>	<b>2 956 836</b>	<b>100,00</b>	<b>1 490 585</b>	<b>50,41</b>
<b>VENTES DES MARCHANDISES</b>						
Achats de marchandises						
Variation stocks de marchandises						
<i>Coût d'achat March. Vendues</i>						
<b>MARGE COMMERCIALE</b>						
Ventes produits finis & travaux						
Ventes de services	4 447 422	100,00	2 956 836	100,00	1 490 585	50,41
Production stockée						
Production immobilisée						
<b>PRODUCTION EXERCICE</b>	<b>4 447 422</b>	<b>100,00</b>	<b>2 956 836</b>	<b>100,00</b>	<b>1 490 585</b>	<b>50,41</b>
Achats Matières premières						
Variation stocks matières						
<i>Consommation matière</i>						
<i>Marge sur Coût des matières</i>	<i>4 447 422</i>	<i>100,00</i>	<i>2 956 836</i>	<i>100,00</i>	<i>1 490 585</i>	<i>50,41</i>
<i>Activité</i>	<i>4 447 422</i>	<i>100,00</i>	<i>2 956 836</i>	<i>100,00</i>	<i>1 490 585</i>	<i>50,41</i>
<i>Marge globale</i>	<i>4 447 422</i>	<i>100,00</i>	<i>2 956 836</i>	<i>100,00</i>	<i>1 490 585</i>	<i>50,41</i>
Autres achats et charges externes	2 454 690	55,19	2 030 874	68,68	423 815	20,87
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>1 992 731</b>	<b>44,81</b>	<b>925 962</b>	<b>31,32</b>	<b>1 066 769</b>	<b>115,21</b>
Subventions d'exploitation						
Impôts et taxes	168 540	3,79	154 334	5,22	14 205	9,20
Salaires	1 940 444	43,63	1 423 949	48,16	516 495	36,27
Charges sur salaires	857 556	19,28	626 991	21,20	230 565	36,77
<i>Sous total Salaires &amp; Charges</i>	<i>2 798 001</i>	<i>62,91</i>	<i>2 050 940</i>	<i>69,36</i>	<i>747 060</i>	<i>36,43</i>
Cotisations exploitant						
Rémunération exploitant						
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 973 809</b>	<b>-21,90</b>	<b>- 1 279 313</b>	<b>-43,27</b>	<b>305 503</b>	<b>23,88</b>
Autres produits, reprise amortissements	581	0,01	1 495	0,05	- 914	-61,12
Autres charges	16 860	0,38	6 313	0,21	10 547	167,06
Dotations amortissements	96 339	2,17	77 069	2,61	19 270	25,00
Dotations dépréciations						
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 1 086 427</b>	<b>-24,43</b>	<b>- 1 361 200</b>	<b>-46,04</b>	<b>274 772</b>	<b>20,19</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée		0,00		0,00		
Perte supportée ou bénéfice transféré		0,00		0,00		
Produits financiers	4 305 346	96,81	1 927 504	65,19	2 377 842	123,36
Charges financières	734 356	16,51	259 257	8,77	475 098	183,25
<i>Résultat financier</i>	<i>3 570 990</i>	<i>80,29</i>	<i>1 668 247</i>	<i>56,42</i>	<i>1 902 743</i>	<i>114,06</i>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>2 484 562</b>	<b>55,87</b>	<b>307 047</b>	<b>10,38</b>	<b>2 177 515</b>	<b>709,18</b>
Produits exceptionnels	34 163	0,77	50 430	1,71	- 16 266	-32,25
Charges exceptionnelles	27 054	0,61	77 285	2,61	- 50 230	-64,99
<i>Résultat exceptionnel</i>	<i>7 108</i>	<i>0,16</i>	<i>- 26 855</i>	<i>-0,91</i>	<i>33 964</i>	<i>126,47</i>
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les bénéfices	130 520	2,93	- 393 030	-13,29	523 551	133,21
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 361 150</b>	<b>53,09</b>	<b>673 222</b>	<b>22,77</b>	<b>1 687 928</b>	<b>250,72</b>

## V- Annexes aux comptes annuels

### **1. Faits caractéristiques de l'exercice**

Une fusion est intervenue sur l'exercice entre la société le Noble Age (absorbante) et la société Financière Holding Santé (absorbée) en date du 14 avril 2006. Cette fusion s'est traduite par une augmentation de capital suivie d'une réduction de capital d'égal montant, et donc est restée sans effet sur les capitaux propres de la société.

Par ailleurs, en date du 6 juin 2006, la société s'est introduite sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Il en a résulté plusieurs augmentations de capital, à la fois par incorporation de réserves et apports en numéraires, ainsi qu'une modification de la valeur nominale des actions. Les frais liés à l'introduction ont été imputés sur le montant de la prime d'émission.

### **2. Principes, règles et méthodes comptables**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale en tant que société mère et le groupe établit des comptes consolidés selon les normes IFRS.

#### Immobilisations et amortissements

Les règlements du Comité de réglementation comptable relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation et la dépréciation des actifs, ont été appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 dans la société selon la méthode rétrospective.

Dans le cadre de l'application de ces règlements, les règles mises en place au cours de l'exercice 2005 perdurent, à savoir :

- Les immobilisations acquises font l'objet de décomposition dès lors que celle-ci s'avère significative.
- En revanche, les actifs dont les éléments constitutifs sont exploités de façon indissociable ne sont pas décomposés et donnent lieu à un seul plan d'amortissement.
- Les amortissements sont calculés selon la durée d'utilisation des biens ou des composants lorsqu'ils ont dissociés.

Au titre de l'exercice 2006, aucun changement de plan d'amortissement n'a été constaté, de même, la société n'a procédé à aucune reconsidération des décompositions effectuées en 2005.

Les durées de vie prévues sont les suivantes :

- |                           |            |
|---------------------------|------------|
| - logiciels               | 1 à 4 ans  |
| - matériel de transport   | 3 ans      |
| - installations générales | 3 à 4 ans  |
| - Mobilier                | 8 à 10 ans |

#### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les titres de participation sont valorisés au prix d'acquisition, hors frais. Ces derniers sont comptabilisés en charges et retraités fiscalement pour tenir compte des modifications de législation.

Lorsque la valeur d'acquisition est supérieure à la valeur d'usage, une dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'usage est quote-part des capitaux propres que les titres représentent, le cas échéant corrigée pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés pour le groupe, ainsi que de leurs perspectives de développement et de résultat.

#### Instruments financiers dérivés

Les seuls instruments financiers utilisés par le Groupe sont les caps et les floors. L'impact de ces éléments n'est pas significatif.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Indemnités de fin de carrière :

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 60 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation : TMO public et privé soit 4,01 %.

### 3. Notes sur le bilan et informations diverses

#### 3.1. Actif immobilisé

CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute		Augmentations	
		en début d'exercice		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D	<b>TOTAL 1</b>				
Autres postes d'immo. incorporelles	<b>TOTAL 2</b>	<b>132 939</b>			<b>5 806</b>
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions, installations générales, agencement.					
Installations techniques, matériel et outillage ind.					
Installations générales, agencts., aménags. dives		125 475			13 893
Autres matériels de transport		29 755			24 699
Matériel de bureau et informatique, mobilier		253 410			47 833
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes		756 738			
	<b>TOTAL 3</b>	<b>1 165 379</b>			<b>86 425</b>
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations		25 601 054			16 919 455
Autres titres immobilisés					
Prêts & autres immobilisations financières		36 156			16 710
	<b>TOTAL 4</b>	<b>25 637 211</b>			<b>16 936 165</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>		<b>26 935 529</b>			<b>17 028 396</b>
		<b>Diminutions</b>		<b>Valeur brute des immobilisations</b>	<b>Réévaluation légal ou évaluation par mise en équivalence</b>
<b>CADRE B</b>	<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>Par virement</b>	<b>Par cession</b>	<b>en fin d'exercice</b>	<b>Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice</b>
Frais d'établissement R&D	<b>TOTAL 1</b>				
Autres postes d'immo. incorporelles	<b>TOTAL 2</b>		<b>920</b>	<b>137 824</b>	
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. gales., agencts. et am. const.				
Installations techniques matériel et outillage					
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencts., aménagement divers			139 368	
	Matériel de transport		22 087	32 366	
	Matériel de bureau & informatique		16 418	284 825	
	Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances & acomptes				756 738	
	<b>TOTAL 3</b>		<b>38 505</b>	<b>1 213 298</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			2 099 035	40 421 475	
Autres titres immobilisés					
Prêts & autres immobilisations financières			5 166	47 700	
	<b>TOTAL 4</b>		<b>2 104 201</b>	<b>40 469 175</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>			<b>2 143 626</b>	<b>41 820 297</b>	

### 3.2. Amortissements

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
<b>TOTAL 1</b>					
Autres immobilisations incorporelles					
<b>TOTAL 2</b>		<b>32 521</b>	<b>20 330</b>	<b>688</b>	<b>52 163</b>
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales	15 927	16 240		32 167
	matériel de transport	7 524	10 367	5 347	12 543
	matériel de bureau	95 758	49 401	6 986	138 173
	emballages récupérables				
<b>TOTAL 3</b>		<b>119 210</b>	<b>76 009</b>	<b>12 334</b>	<b>182 884</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>151 731</b>	<b>96 339</b>	<b>13 022</b>	<b>235 048</b>



<b>CADRE B</b>		<b>VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES</b>					
<b>Immobilisations amortissables</b>	<b>DOTATIONS</b>			<b>REPRISES</b>			<b>Mouvements des amortissements à la fin de l'exercice</b>
	<b>Colonne 1 Mode linéaire</b>	<b>Colonne 2 Mode dégressif</b>	<b>Colonne 3 Amort.fisca l exceptionne l</b>	<b>Colonne 4 Différentiel de durée</b>	<b>Colonne 5 Mode dégressif</b>	<b>Colonne 6 Amort.fisca l exceptionne l</b>	
Frais d'établissements <b>TOTAL I</b>							
Autres immob.incorp-porelles <b>TOTAL II</b>	<b>20 330</b>						
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Ins.gales,agenc. et am.des const.						
Inst. techniques mat. et outillage							
Autres immobilisations corporelles	Inst.gales, agenc. am.divers	16 240					
	Matériel de transport	10 367					
	Mat.bureau et inform. mobilier	49 401					
	Emballages récup. et divers						
<b>TOTAL III</b>	<b>76 008</b>						
<b>Total général (I+II+III)</b>	<b>96 338</b>						

### 3.3. Provisions

La SA Le Noble Age n'a constitué aucune provision pour risques et charges dans les comptes au 31 décembre 2006.

### 3.4. Échéances créances et dettes

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
	Créances rattachées à des participations	17 336 169	16 018 299	1 317 870
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	47 700		47 700
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	645 032	645 032	
	Créances r. de titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	88 651	88 651	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés	50 551	50 551	
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	336 842	336 842	
	Charges constatées d'avance	36 137	36 137	
<b>TOTAUX</b>		<b>18 541 085</b>	<b>17 175 514</b>	<b>1 365 570</b>
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

### 3.5. Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
	liées	avec lesquelles la société a lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		23 063 135	
Créances rattachées à des participations		17 336 169	
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	42 352	602 678	
Autres créances		50 551	
Capital souscrit appelé non versé			
Valeurs mobilières placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires		2 275 523	
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 130	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		40 229	

### 3.6. Fonds commercial

Éléments achetés	51 900
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
<b>TOTAL</b>	<b>51 900</b>

### 3.7. Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	181 348
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	46 213
Autres créances	99 829
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>327 392</b>

### 3.8. Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	56 841
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	271 427
Dettes fiscales et sociales	358 882
Autres dettes	50 278
<b>TOTAL</b>	<b>737 430</b>

### 3.9. Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	25 019	
Charges / Produits financiers	11 118	
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>36 137</b>	

### 3.10. Capital social

	Nombre	Valeur nominale	Capital
<i>Actions composant le capital social au début de l'exercice</i>	773 182	15,25	11 791 026
<b>Actions émises</b>			
Modification valeur nominale	5 412 274	(1)	579 887
	6 185 456	2	12 370 912
<b>Actions émises augmentation du capital</b>	3 373 203	2	6 746 406
Actions remboursées	1 938 112	2	3 876 224
<i>Actions composant le capital social en fin d'exercice</i>	7 620 547	2	15 241 094
(1) Elévation valeur nominale de 15,25 € à 16 € dans le cadre de l'augmentation de capital de 579 887 €.			
division de la valeur nominale (portée à 2 €) par création de 5 412 274 € actions.			

### 3.11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	2 484 562	127 934	2 356 628
Résultat exceptionnel (et participation)	7 108	2 586	4 522
Résultat comptable	2 491 671	130 520	2 361 150

### 3.12. Crédit bail

	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	TOTAL
Valeur d'origine				251 160	251 160
Amortissements :					
- Cumul exercices antérieurs				56 067	56 067
- Dotations de l'exercice				37 067	37 067
<b>TOTAL</b>				<b>93 134</b>	<b>93 134</b>
Redevances payées :					
- Cumul exercices antérieurs				66 639	66 639
- Exercice				43 188	43 188
<b>TOTAL</b>				<b>109 827</b>	<b>109 827</b>
Redevances restant à payer :					
- À un an au plus				58 688	58 688
- À plus d'un an et cinq ans au plus				124 992	124 992
- À plus de cinq ans					
<b>TOTAL</b>				<b>183 680</b>	<b>183 680</b>
Valeur résiduelle :					
- À un an au plus					
- À plus d'un an et cinq ans au plus				33 447	33 447
- À plus de cinq ans					
<b>TOTAL</b>				<b>33 447</b>	<b>33 447</b>
Montant pris en charge dans l'exercice				44 686	44 686

### 3.13. Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	62 370
Autres engagements donnés :	
intérêts sur emprunts	2 190 629
location longue durée	135 066
crédit bail mobilier	217 127
<b>TOTAL</b>	<b>2 605 192</b>
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Il n'existe aucun engagement reçu.

### 3.14. Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	12 866 517
Emprunts et dettes financières diverses :	
<b>TOTAL</b>	<b>12 866 517</b>

### 3.15. Variation de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
Provisions réglementées	
Autres	
<b>Total des accroissements</b>	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
• Taxe sur véhicules	7 772
• Contribution sociale de solidarité	6 273
• Effort construction	8 618
Autres	
<b>Total des allègements</b>	7 554
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	

### 3.16. Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres :	Montant
• des organes d'administration	342 589
• des organes de direction	
• des organes de surveillance	



### 3.17. Effectifs

	<b>Personnel salarié</b>	<b>Personnel mis à disposition de l'entreprise</b>
Cadres	26	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	18	
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>	

### 3.18. Tableau des filiales et des participations

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>										
<b>1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)</b>										
SARL LE PARC DE DIANE	8 000	57 577	98.00%	7 470	7 470	735 002		2 022 075	147	
SARL LE PARC DE LA PLESSE	39 000	15 004	100.00%	653 653	653 653			2 674 783	100 630	55 000
SARL LE PARC DE LA TOUQUES	38 000	18 016	100.00%	41 923	41 923	60 720		3 755 270	473 318	492 500
SARL INST DE MAR VIVO	160 000	437 734	100.00%	160 000	160 000	144 189		5 637 160	267 931	174 400
SARL RES PARC ST CHARLES	76 000	8 140	100.00%	76 000	76 000	271 750		3 052 020	173 071	154 280
SARL MEDICA FONCIERE 83	19 322		99.87%	19 312	19 312			5 446 882		
SARL FONCIERE GNA	7 700		100.00%	7 700	7 700					
SARL MEDICA FONCIERE 94	100		99.00%	99	99				- 24 177	
SARL JARDINS DE MAR VIVO	10 000	- 576 977	100.00%	10 000	10 000	976 610		3 283 470	- 24 064	
SARL ASPHODIA	10 000	2 354	100.00%	1 825 759	1 825 759	153 000		4 257 495	258 685	568 000
SARL SEVIGNE	63 301	11 478	65.02%	1 850 581	1 850 581	211 440		3 659 023	231 905	279 048
SARL GER'HOME	38 000	12 019	80.00%	3 145 211	3 145 211			4 763 079	402 658	357 500
SARL LNA Belgique	480 000		99.98%	479 900	479 900	3 467 966		339 829		
SARL LNA SERVICES	7 700	29 210	51.00%	3 927	3 927			479 427	57 758	30 000
SARL ARCADE DE FONTENAY	36 000	29 918	80.00%	1 970 788	1 970 788			2 816 187	259 929	
SARL AIGUE MARINE	1 400 000	38 465	100.00%	1 400 000	1 400 000	825 099		3 286 295	152 601	315 000
SARL RES HARMONIE	1 000 000	29 861	100.00%	1 000 000	1 000 000	905 177		2 414 516	165 083	250 000
SARL LES VERGERS DE VINCENNES	10 000	- 163 538	100.00%	10 000	10 000	92 075		3 383 264	243 406	
SNC FONCIERE FONTENAY 92	100		99.00%	99	99				- 17 246	
SNC FONCIERE BANDOL 83	100		99.00%	99	99	811 531		133 579	260 154	
SNC FONCIERE MORET 77	100		99.00%	99	99	408 309				
SNC MEDICA VINCENNES 941	100		99.00%	99	99	1 713 286		1 524 748	1 011 493	
SARL BEAUSOLEIL	7 500		100.00%	7 500	7 500	1 848				
SARL INST MED DE SERRIS	7 500	- 16 471	100.00%	7 500	7 500	16 645			- 1 629	
SNC MEDICA SERRIS 77	100		99.00%	99	99					
SARL INST MED BOIS VINCENNES	7 500		100.00%	7 500	7 500	1 090 765				

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>										
SARL RESIDENCE CREISKER	7 500	- 27 581	100.00%	7 500	7 500			1 252 544	- 264	
SARL RESIDENCE MARCONI	7 500	- 24 330	100.00%	7 500	7 500	547 294		864 995	- 156 678	
SARL JARDINS D'OLONNE	7 500		100.00%	7 500	7 500	449				
SNC MEDICA FONCIERE 44	100		99.00%	99	99	48 623		701 065	- 2 392	
SNC MEDICA OLONNE 85	100		99.00%	99	99	687 780				
SNC MEDICA CIBOUORE 64	100		99.00%	99	99	544 149				
SNC MEDICA SALON 13	100		99.00%	99	99	1 204 008		257 866	- 52 508	
SARL VERTE PRAIRIE	1 120 000	502 525	100.00%	3 151 400	3 151 400			2 310 970	- 74 741	
SARL LES BERGES DU DANUBE	7 500	- 691	100.00%	7 500	7 500	228			- 691	
SARL UNTXIN	7 500		100.00%	7 500	7 500	80			- 820	
SARL PARC DES VIGNES	38 112	50 067	100.00%	1 559 761	1 559 761			2 489 897	75 201	
SARL THORIGNY	285 658	489 989	99.94%	2 616 274	2 616 274	141 355		3 352 684	105 229	
SARL PLEIADES	39 000	- 256 284	100.00%	2 738 417	2 738 417			2 532 192	- 11 987	
SARL LES JONCAS	7 500		100.00%	7 500	7 500	525 215		109 985	- 193 528	
<b>2 - Participations (détenues entre 10 et 50 %)</b>										
SARL LA CHEZALIERE	230 198	80 944	20.29%	266 249	266 249			3 232 429	221 900	375 235
<b>B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication</b>										
Filiales françaises										
Filiales étrangères										
PARKSIDE	120 000		0.10%	120	120				- 119 599	
LA CENSE	200 000		0.10%	200	200	5 000		539 154	- 52 702	
Participations dans les sociétés françaises										
Participations dans les sociétés étrangères										

## HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<b>Honoraires et frais des commissaires aux comptes comptabilisés en K€</b>	<b>Exercice 2006</b>	<b>Exercice 2005</b>	<b>Exercice 2004</b>
<b>Frédéric BERNARDIN</b>			
Honoraires et frais	132	123	73
<b>Eric DUCASSE</b>			
Honoraires et frais	46	21	0
<b>TOTAL</b>	<b>178</b>	<b>144</b>	<b>73</b>

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## *Rapports des Commissaires aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006*

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la SA LE NOBLE AGE établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

### **II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de l'arrêté de ses comptes consolidés, le groupe LE NOBLE AGE est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la valorisation des écarts d'acquisition, des actifs immobilisés, des stocks, des créances et des impôts différés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données, les hypothèses et le caractère raisonnable sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par le groupe LE NOBLE AGE, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner la documentation disponible.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de notre rapport.

### **III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Bordeaux et à Mérignac,  
le 27 avril 2007

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Frédéric BERNARDIN

Audial Expertise & Conseil  
Eric DUCASSE

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU  
RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles ils sont confrontés ».

**Monsieur Jean-Paul SIRET**  
**Président Directeur Général de la Société Le Noble Age**